

Peur des finances : Littératie financière et planification des études postsecondaires**Le jeudi 3 novembre 2011 | Discours thème du déjeuner**

Les études postsecondaires et la littératie financière : tendances, vérités et conseils

Dan Iannicola, Jr., The Financial Literacy Group

Le domaine de la littératie financière est en évolution partout dans le monde. Une des tendances est l'économie comportementale, qui examine les facteurs sociaux, cognitifs et affectifs ayant une influence sur les décisions financières. Les économistes de la vieille école présument que nous agissons de façon rationnelle. Ce n'est pas le cas – nos actions sont dictées par une foule de choses. Cette absence de rationalité ne veut pas dire que nous sommes imprévisibles.

La recherche montre que si vous offrez un choix de collation -- un carré au chocolat ou une pomme -- à des gens à l'avance, la plupart choisiront la pomme. Cependant, si vous placez les gens devant l'alternative, la plupart choisiront le carré au chocolat. De même, beaucoup de gens comptent mettre de l'argent de côté pour les études postsecondaires mais, quand vient le moment de passer à l'action, ils ne le font pas.

Nous savons aussi que si nous trouvons un billet de 100 \$, nous sommes heureux. Inversement, si nous perdons un billet de 100 \$, nous sommes tristes et le degré de tristesse est plus prononcé que le degré de bonheur que nous ressentons lorsque nous en trouvons un. Une perte est ressentie plus vivement qu'un gain. Alors, quelle est la solution? Nous devons obliger les gens à accomplir une action, par exemple à s'inscrire à un programme quelconque. Mais les gens n'ont pas besoin de s'inscrire. Nous devons alors déterminer comment transmettre le message et c'est là que l'économie comportementale peut être utile. Nous devons apprendre à dire : « Chaque année, vous perdez des milliers de dollars. »

L'éducation est toujours une question de divertissement. L'éducation doit engager pour être efficace. Les jeux vidéo, les émissions de télévision portant sur les finances, les concours et les loteries spécialisées sont autant d'outils d'éducation utiles.

Des programmes robustes d'évaluation et de recherche sont essentiels. La littératie financière ayant progressé au point où elle est passée d'une source de divertissement à un champ d'études plus sérieux, elle fait maintenant l'objet d'un examen plus rigoureux. Les investisseurs veulent obtenir un bon rendement. C'est pourquoi l'évaluation est importante.

Une évaluation partielle vaut mieux que pas d'évaluation du tout. Par exemple, les modèles d'utilisation (p. ex. combien de personnes visitent un site Web, combien assistent à un cours) sont valables, mais ces mesures ne tiennent pas compte du comportement. Le comportement est la règle d'or. C'est une mesure qui coûte cher, mais qui en vaut la peine. C'est important pour l'avenir, même pour les programmes qui n'ont pas connu de succès. L'économie comportementale nous apprend toujours quelque chose. Les groupes de contrôle jouent un rôle essentiel. Nous devons nous demander : « Qui n'ai-je pas réussi à atteindre? » Nous devons apprendre de nos échecs pour accéder au succès.

L'éducation financière en milieu de travail est importante. Le lieu de travail est une « école pour adultes ». Quelle est la proposition de valeur pour l'employeur? Les employeurs éclairés donneront du temps durant la journée de travail pour que leurs employés puissent apprendre ce qu'ils ont besoin de

savoir, pour qu'ils puissent acquérir des outils. Cette approche est sous-utilisée mais c'est un des meilleurs moyens de joindre des adultes.

L'éducation financière axée sur les produits signifie que les renseignements doivent être communiqués en temps opportun et dans le bon contexte. Les données devraient apparaître juste à temps, automatiquement. Par exemple, payer avec une carte de crédit ou de débit ne nous affecte pas psychologiquement. Cependant, si notre budget est en ligne et si la banque surveille nos charges ou débits, nous pouvons obtenir instantanément un message personnalisé qui dit, par exemple : vous venez d'acheter votre « dernier Starbucks du mois selon votre budget ». Ce genre de message a un impact!

Il y a aussi des vérités :

La confiance est essentielle, particulièrement pour les consommateurs moins sophistiqués qui pourraient craindre de s'endetter ou d'inscrire les renseignements personnels requis sur les formulaires d'aide financière. Il y a quelques années, un scout nommé Brandon, qui avait sept ou huit ans et qui était en excursion dans le bois avec sa troupe, s'est trouvé séparé du groupe. Après deux jours de recherches par les gens de la ville, quelqu'un finit par le trouver près de l'endroit où il s'était perdu. Il était sain et sauf. Lorsque les gens lui ont demandé pourquoi ils ne l'avaient pas trouvé avant, Brandon a répondu : « J'ai fait deux choses. J'ai trouvé de l'eau en appliquant les leçons que nous avons apprises. Je me suis aussi rappelé que mes parents m'avaient dit de me sauver et de me cacher des étrangers, même s'ils connaissent mon nom. C'est ce que j'ai fait. »

Lorsqu'on leur dit que quelque chose est trop beau pour être vrai, les gens peuvent choisir de ne rien faire. Ils se disent qu'en ne faisant rien, ils ne peuvent rien faire de mal. Nous devons nous rappeler que l'important, c'est non seulement ce que nous disons mais aussi comment les gens interprètent notre message. Il y a des choses que nous pouvons faire pour les aider à mieux le comprendre.

1. Les leçons devraient reposer sur des concepts. Une expérience a été faite avec des élèves de deuxième année. On a donné un bonbon à chacun des élèves et on leur a dit que s'ils le gardaient jusqu'à la fin de la classe, ils en recevraient un autre. Les enfants ont dû se retenir mais, à la fin de la classe, les trois quarts avaient encore leur bonbon. Alors qu'est-ce qu'ils ont appris? À ajourner leur satisfaction, un concept qui leur sera utile tout au long de leur vie.

Nous devons compléter les concepts par des leçons de vocabulaire et de calcul.

2. Le rôle des parents est important.
Les parents hélicoptères sont trop engagés; d'autres, particulièrement ceux qui n'ont jamais fait d'études postsecondaires, peuvent être désengagés. Les parents jouent un double rôle : protéger leurs enfants contre la réalité et les préparer à faire face à la réalité. Le rôle des parents ne se limite pas à ouvrir la porte à leurs enfants. Il s'assimile plutôt à celui de l'entraîneur : ils doivent aider leurs enfants à entrer dans le jeu. Lorsque l'enfant va à l'université, toute la famille l'accompagne (particulièrement les parents désengagés). N'oubliez pas que les parents font partie de l'équation et engagez-les dans le processus dès le début.

Trois leçons ont été apprises mais mal mises en application :

Des groupes de consultation ont conclu que les gens dans la vingtaine savent déjà des choses mais qu'ils peuvent entretenir des idées fausses. Alors il faudra peut-être supprimer les faux acquis avant de leur inculquer les bases de la littératie financière. Par exemple, il est acceptable pour un étudiant de s'endetter pour obtenir un diplôme qui lui permettra de gagner plus d'argent. Mais beaucoup de jeunes ont tiré la mauvaise conclusion : il est toujours acceptable de s'endetter, quels que soient le type de dette, les modalités de remboursement ou le montant à rembourser.

L'avenir est prometteur. Les étudiants croient qu'ils trouveront un emploi à la fin de leurs études, qu'ils seront plus à l'aise financièrement.

Mais beaucoup d'entre eux tirent une fausse conclusion : je serai riche et je n'aurai pas de dépenses (p. ex. personne ne rapporte son salaire brut à la maison).

Il est bon de travailler fort. Beaucoup de gens dépensent à un niveau insoutenable et se disent : « Je vais trouver un autre emploi et travailler dur. » Ils pensent qu'ils pourront gagner suffisamment pour compenser leur surconsommation. Les jeunes n'ont pas nécessairement la sophistication intellectuelle requise pour faire la part des choses.

Familiarisez-vous avec votre public : la génération Internet.

- Ne portez pas de jugement.
- L'apprentissage entre pairs donne les meilleurs résultats – demandez à un jeune de raconter son histoire.
- Mettez sur la découverte et la surprise – racontez une histoire intéressante.
- Divertissez votre public.
- Cinq ans, c'est une éternité. Demandez aux étudiants s'ils pourront se payer un logement ou une voiture à la fin de leurs études.
- Le consumérisme est inévitable.
- Le gouvernement est une source fiable.

Conseils :

1. Pensez stratégique.
 - a. Lancez des idées, puis concentrez-vous sur celles qui auront été retenues.
 - b. Élaborez un plan en y intégrant des paramètres et des possibilités d'adaptation.
 - c. Évitez les campagnes du genre « Pourquoi pas? ».
 - d. Un plus grand nombre d'idées ne se traduit pas nécessairement par un plus grand succès.
2. Travaillez avec les écoles secondaires.
 - a. N'oubliez pas que rien n'est gratuit (il faut du temps, des locaux, etc.).
 - b. Complétez au lieu de supplanter. Demandez-leur ce qu'ils font déjà et intégrez-vous à leur plan.
 - c. Nouez des partenariats à long terme. Les écoles ont pour mandat d'aider les jeunes, et vous devez montrer qu'elles pourront compter sur votre aide année après année.

3. Pour persévérer dans leurs études postsecondaires, les étudiants doivent développer un sentiment d'appartenance à l'établissement.
 - a. Ce n'est pas une question d'éducation (certains jeunes vont à l'école seulement pour les sports ou activités parascolaires – c'est là où ils affirment leur identité).
 - b. Différents étudiants demandent différentes approches.
 - c. Il en va de même au niveau du programme – les étudiants retournent parler de leurs expériences. Ils donnent parfois de fausses informations – ne les corrigez pas! Les étudiants sont aussi là pour établir des relations avec leurs pairs – ils veulent profiter de l'expérience des autres. Ce lien a sa propre valeur et doit être traité avec soin.

4. Tirez parti de la technologie; ne vous contentez pas de l'utiliser.
 - a. Il n'y a pas de prix de présence dans le cyberspace.
 - b. Fixez-vous un objectif.
 - c. Suivre le rythme n'est pas un objectif.
 - d. Les jeunes ne sont pas nécessairement des experts en matière de technologie.

5. Utilisez votre marque avec discernement.
 - a. Mettez la fierté de côté.
 - b. Dans bien des cas, votre objectif devrait être de transmettre un message plutôt que de faire connaître votre nom.
 - c. Si je ne connais pas le problème, je ne peux pas vous aider à le régler. Pour vous faire confiance, les étudiants doivent savoir non seulement qui vous êtes mais aussi ce que vous pouvez faire.

6. Tenez pour acquis que votre public est indifférent.
 - a. Allez le chercher là où il se trouve déjà.
 - b. Familiarisez-vous avec la concurrence.
 - c. Oubliez vos partis pris, reconnaissez votre manque de pertinence et ajustez le tir en conséquence.
 - d. Prouvez que $2 + 2 = 4$.
 - e. Faites un examen post mortem de votre programme avant qu'il ne soit trop tard – pourquoi n'avez-vous pas obtenu les résultats escomptés? Posez les questions pertinentes puis retournez en arrière.

La situation dans son ensemble :

Qui sont les intervenants? Les décideurs, les chercheurs, le personnel des universités, les conseillers/enseignants d'école secondaire, les concepteurs de programmes, les étudiants et leurs familles, VOUS. C'est une symphonie, pas un solo. L'union fait la force.

Pourquoi c'est important :

L'éducation des jeunes est une noble cause. L'éducation est un grand égalisateur. En classe, vos origines importent peu. Ce qui compte, c'est la capacité, l'ambition, le désir d'apprendre et de croître. Sur la route de la mobilité sociale, l'éducation est la voie de dépassement. Un enfant a le pouvoir de devenir qui il veut, quelle que soit son origine.

Q/R :

Qu'est-ce que les institutions financières peuvent faire?

Le gouvernement peut unir ses forces à celles du secteur financier. Les sociétés doivent trouver un terrain d'entente et faire équipe avec d'autres sans nécessairement épouser leurs valeurs.

Comment pouvons-nous amener les étudiants et leurs parents à reconnaître qu'il y a un problème?

Un bon innovateur est d'abord et avant tout un bon auditeur. Faites des enquêtes et posez des questions de façon systématique. Utilisez ces données – quels sont les problèmes, à leur avis, et quels sont-ils en réalité? La littératie financière n'est pas encore arrivée à maturité. Il importe de faire un tour d'horizon de la situation, puis de rédiger le message en conséquence.

Pensez-vous qu'il faudrait obliger les emprunteurs à recevoir des conseils financiers? Est-ce une bonne façon de joindre les étudiants?

Deux choses donnent généralement de bons résultats - l'obligation devrait possiblement être plus en amont. Les incitatifs – obtenir quelque chose en retour qui a une valeur pour le public cible (comme l'accès) – signifient que le corps est à la bonne place et que le cœur finira par suivre. Alors un incitatif du genre « si vous suivez le cours, vous pourriez avoir droit à un taux d'intérêt plus faible sur votre emprunt » pourrait donner de bons résultats. Et la consultation est importante. L'industrie des services-conseils en crédit nous montre qu'il est important de pouvoir joindre les gens chez eux, sur Skype ou par téléphone. Ils n'auront pas à ressentir un sentiment de honte parce qu'ils doivent attendre dans une salle avec d'autres débiteurs. Il est bon de voir le visage de quelqu'un, alors Skype pourrait être une bonne idée.

Séance 1A | Littératie financière : la situation globale

Littératie financière : le portrait global

Sandra J. Huston, Texas Tech University

Qu'est-ce que la littératie financière? Je sais ce que c'est, mais nous ne sommes pas tous du même avis. Nous avons des idées différentes. Est-ce l'éducation financière? S'agit-il des connaissances financières ou d'autre chose? Comment la mesurons-nous? En effet, nous apprenons à connaître une chose lorsque nous sommes obligés de la mesurer.

Le projet de littératie financière de la Texas Tech University a pour but de concevoir un instrument pour évaluer la littératie financière des Américains d'âge adulte.

Nous avons mis la littératie financière en contexte en examinant le capital humain que nous définissons comme étant, d'une part, le bagage de connaissances et de compétences qu'une personne possède et acquiert et, d'autre part, les connaissances et les compétences qui concernent ses finances personnelles.

Nous définissons la littératie financière comme la capacité d'une personne à comprendre et, éventuellement, à utiliser l'information concernant ses finances personnelles. Parfois, nous savons ce qu'il faut faire, mais nous ne le faisons pas. L'éducation sur les finances personnelles peut accroître la littératie financière, mais elle ne la remplace pas.

Lorsqu'on accroît la littératie financière d'une personne, celle-ci adopte un comportement qui lui permettra d'améliorer sa situation. Songez, par exemple, au monde des régimes amaigrissants. D'autres facteurs, comme les émotions, les conditions culturelles, familiales et économiques, le moment choisi et les préjugés comportementaux, créent parfois des embûches.

Les compétences financières, qui comprennent la capacité à appliquer adéquatement les connaissances sur les finances personnelles et la confiance nécessaire pour utiliser des notions et des produits qui concernent les finances personnelles, forment dans bien des cas le maillon manquant.

Les connaissances financières sont le bagage acquis à travers l'éducation ou l'expérience concernant particulièrement les finances personnelles. Il faut savoir que les finances personnelles comportent quatre éléments principaux :

1. notions financières de base;
2. emprunts – vos ressources pour l'avenir;
3. placements;
4. protection – planification fiscale et successorale.

Le degré de littératie financière allie la connaissance de notions précises et le niveau de compétences. Nous avons formulé 20 questions pour déterminer dans quelle mesure une personne comprend une notion et sait comment l'appliquer et pour connaître son niveau de littératie financière. La plupart des gens ne sont pas compétents en matière financière.

Nous avons élaboré une grille de notation de la littératie financière fondée sur une analyse des connaissances et des compétences :

- le score moyen en littératie financière est de 58 pour cent;
- 33,3 pour cent des gens sont dans la zone de danger;
- 10 pour cent sont en état de paralysie financière;
- 22 pour cent sont inconscients;
- 29 pour cent ont une confiance excessive.

Nous constatons que la littératie financière ne s'améliore pas forcément avec l'âge. À 65 ans, un grand nombre de personnes obtiennent un score moins élevé de connaissances financières et un score plus élevé de confiance financière excessive.

Les économistes du comportement constatent que de nombreuses personnes ont peur des finances, en fait. Ainsi, il peut y avoir un monde entre savoir ce qu'il faut faire et faire ce qu'il faut.

La littératie financière au Canada et la littératie financière dans l'enseignement postsecondaire : tendances de l'offre et de la demande

Jennifer Robson, Université Carleton

Dans quelle mesure sommes-nous financièrement compétents? Comment pourrions-nous appliquer la littératie financière aux décisions concernant les études postsecondaires? Dans quelle mesure sommes-nous disposés à demander de l'aide? Dans quelle mesure sommes-nous disposés à demander de l'aide pour les décisions financières liées aux études postsecondaires?

Selon les données de l'Enquête canadienne sur les capacités financières de Statistique Canada, l'important réside dans le comportement des gens. L'Enquête posait des questions sur le comportement des personnes et des ménages, notamment la capacité à surveiller leurs finances, à joindre les deux bouts, à planifier, à choisir des produits et à se tenir informé. Elle interrogeait le comportement, l'autoévaluation et les connaissances objectives.

L'Enquête nous a fourni des résultats descriptifs intéressants. Elle nous a également donné un indice national fondé sur une analyse factorielle. Elle n'avait pas pour but de déterminer la réussite ou l'échec. De plus, elle nous a procuré une analyse de concentration qui visait à établir des modèles nous indiquant comment les Canadiens se portent. Voici quelques tendances observées :

- l'apprentissage des adultes sur les questions économiques et financières est faible;
- les personnes à faible revenu et à valeur nette patrimoniale peu élevée, surtout lorsqu'elles avancent en âge, ont de la difficulté à joindre les deux bouts;
- les personnes ayant un revenu et un niveau d'instruction plus élevés réussissent moins bien à surveiller leurs finances;
- la capacité à « se tenir informé » n'est pas bonne.

Qu'en est-il des économies pour les études postsecondaires?

- 67 pour cent des parents qui ont de jeunes enfants mettent de l'argent de côté pour leurs études postsecondaires et 29 pour cent ne le font pas;
- l'épargne pour les études postsecondaires augmente en fonction de la valeur nette du patrimoine mais particulièrement en fonction du revenu;
- les citoyens naturalisés et les immigrants admis sont plus susceptibles d'épargner que les personnes nées au Canada;

- l'épargne pour les études postsecondaires était associée de manière positive et significative à la capacité à joindre les deux bouts, à planifier et à se tenir informé.

Selon l'enquête, il existe de nombreux programmes généraux de littératie financière mais il y en a peu qui concernent spécialement les études postsecondaires (seulement 8 sur 34). Il existe de nombreuses initiatives ciblant les jeunes (23 sur 34) et plusieurs (7 sur 34) qui ciblent les parents, les tuteurs, les fournisseurs de services à la jeunesse et autres intermédiaires.

Les parents contribuent dans une large mesure à façonner les attitudes et les habitudes financières mais ils ne sont pas seuls à exercer une influence. Les étudiantes et les étudiants issus de familles à faible revenu ont moins d'options d'aide en littératie financière (4 sur 34). Les renseignements généraux et l'approche employée dans de nombreux programmes ne sont pas toujours appropriés ou utiles. Ils ont encore moins d'options s'ils cherchent de l'aide en littératie financière axée sur les études postsecondaires (2 sur 34). L'expérience des questions financières, l'âge et la capacité à gérer un vrai budget sont des facteurs importants.

La littératie financière chez les étudiantes et les étudiants issus de familles à faible revenu : analyse documentaire

Marc Frenette, Société de recherche sociale et appliquée (SRSA)

La perception des coûts-avantages de l'instruction postsecondaire n'est pas très bonne chez les familles à faible revenu. Les coûts y sont souvent surestimés, particulièrement chez les étudiantes et les étudiants issus de familles à faible revenu. Les familles, particulièrement celles qui ont un revenu peu élevé, surestiment les coûts des études universitaires et en sous-estiment les avantages. La connaissance des coûts n'est pas associée à la formation postsecondaire mais elle est en corrélation directe avec l'inscription à l'université.

L'aide financière n'est pas mieux connue des familles à faible revenu que de l'ensemble de la population, qui n'est pas très au courant des aides offertes aux étudiants. La connaissance de l'aide financière offerte n'est pas liée au revenu. Les familles à revenu peu élevé devraient en savoir plus sur l'aide disponible puisque ce sont elles qui en ont besoin. Le moins qu'on puisse dire, c'est que la plupart des jeunes connaissent les possibilités d'aide financière. La connaissance du système d'aide aux étudiants est faible même chez les étudiants de niveau universitaire qui ont reçu un prêt. La complexité du système est un obstacle à la connaissance. Les formulaires de demande d'aide financière sont aussi complexes que les formulaires de déclaration de revenu. Il y a deux solutions.

1. Procéder à une simplification massive des formulaires en réduisant à un petit nombre l'actuelle centaine de questions qu'ils comportent. Une telle initiative entraînerait une réduction considérable des coûts. Les gens consacraient beaucoup moins de temps à remplir des formulaires et pourraient ainsi travailler et contribuer à l'économie. La réduction du nombre de questions n'a aidé d'aucune façon à cibler les personnes qui en avaient le plus besoin.
2. Aider les étudiantes et les étudiants à comprendre le système actuel a fait augmenter le taux de demande d'aide financière aux États-Unis. Au Canada, l'information sur l'aide offerte n'a à elle seule servi à rien.

L'aversion pour l'emprunt est un obstacle dans certains cas. Entre 5 et 20 pour cent des élèves de niveau secondaire au Canada renoncent à une bourse non remboursable qui est jumelée à un prêt facultatif mais acceptent une bourse qui leur est offerte seule. Le risque qui accompagnait l'acceptation du prêt pour financer leurs dépenses de consommation l'emportait sur l'avantage que présentaient la bourse non remboursable et la possibilité d'utiliser le prêt à zéro pour cent avec remboursement différé pour financer des placements. Le Programme canadien de bourses aux étudiants est conçu de cette manière. Il faut d'abord demander un prêt et y être admissible puis faire l'objet d'une évaluation pour déterminer l'admissibilité à une bourse. La solution consiste à dissocier la bourse du prêt pour les rendre indépendants l'un de l'autre.

Le moment choisi pour la communication de la décision concernant l'aide financière peut être un obstacle, particulièrement au Canada. Aux États-Unis, les étudiantes et les étudiants apprennent au printemps de leur dernière année d'études secondaires quel montant ils recevront. Au Canada, c'est après avoir confirmé leur inscription au semestre d'automne que ce montant leur est communiqué. Ils en sont informés après avoir pris des décisions cruciales telles que suivre des études postsecondaires ou non, travailler à plein temps ou à temps partiel ou quitter le foyer familial. Cela dit, au cours de la dernière année d'études, il peut être trop tard aussi pour connaître le montant de l'aide financière à recevoir.

Les étudiantes et les étudiants issus de familles à faible revenu connaissent peu l'aide disponible. S'ils savaient dès la 9^e année que le Programme canadien de bourses aux étudiants couvre tous les coûts pour la vaste majorité des cas, ils pourraient choisir le programme d'études postsecondaires approprié et étudier avec tout le sérieux nécessaire pour obtenir les notes qu'il faut pour y être admis.

Les droits de demande d'admission peuvent être un obstacle. L'intérêt augmente en flèche lorsque la demande d'admission est gratuite. En effet, pourquoi demander aux étudiants de payer pour faire ce qu'on voudrait qu'ils fassent. Le coût de la demande d'admission dans un établissement d'enseignement postsecondaire est une dépense qui n'est pas négligeable.

Quelle aide la SRSA peut-elle apporter?

Les initiatives suivantes nous aident à mieux comprendre les coûts et avantages ainsi que l'aide offerte et à réduire le degré de complexité du processus de demande et les droits de demande d'admission :

- le programme « La vie après l'école secondaire », qui aide les élèves de 12^e année de Colombie-Britannique et de l'Ontario à mieux comprendre les choix d'études collégiales et universitaires et les programmes d'apprentissage, à naviguer dans le processus de demande du RAFO et à surmonter les obstacles qui pourraient les dissuader de demander l'admission dans un établissement d'enseignement postsecondaire;
- l'initiative British Columbia Advancement Via Individual Determination, projet pilote qui aide les élèves dont le rendement est moyen (moyenne de B ou C) et qui sont motivés à suivre des études postsecondaires;
- le programme « Explorez vos horizons », qui offre aux élèves des écoles secondaires du Manitoba et du Nouveau-Brunswick de l'information sur les choix d'études et de carrières, le coût des études postsecondaires et l'aide financière offerte, le développement des

compétences et le soutien à l'exploration et à la planification des carrières. Ce programme, qui s'échelonne sur trois ans, comprend des ateliers, un magazine et un site Web réservé aux membres et est offert à tous les élèves, quel que soit le groupe de revenu dont ils sont issus.

- les « Fonds du savoir », accessibles aux élèves du Nouveau-Brunswick issus de familles dont le revenu est égal ou inférieur à la médiane provinciale. Dans le cadre de ce programme, la promesse d'aide financière parvient tôt aux élèves qui obtiennent leur diplôme d'études secondaires et qui sont acceptés dans un programme d'études postsecondaires reconnu.

En assurant tôt l'éducation à la littératie financière, nous pouvons retenir les élèves en leur fournissant des renseignements exacts dès le départ.

Q/R :

Je m'intéresse à la corrélation des scores et de la démographie.

Sandra : La littératie financière est un problème parmi les minorités. La confiance autoévaluée a augmenté à partir de l'adolescence jusqu'à l'âge moyen. Vers l'âge de 60 ans, toutefois, les connaissances objectives diminuent et la confiance augmente.

Qu'en est-il de l'élaboration d'outils d'évaluation pour l'enseignement précédant et suivant les études postsecondaires? La langue peut être un obstacle de taille. Le pourcentage d'élèves de 7^e et 8^e année inscrits à des cours d'ESL est très élevé. Dans quelle mesure la langue généralement employée est-elle tirée des résultats de ces évaluations?

Sandra : Le niveau linguistique était élémentaire. Nous cherchions une sorte d'association. Nous voulions évaluer la relativité de l'impact. Par exemple, nous avons demandé aux 500 personnes visées par le sondage combien de fois elles vérifient leur relevé bancaire, pas combien de fois elles devraient le vérifier.

Dans le système canadien, il est impossible d'obtenir une bourse sans contracter un prêt. Je m'intéresse au taux de carence de paiement des prêts d'études. Le déterminant du remboursement est le revenu que les étudiants touchent. Votre instrument pourrait-il identifier les personnes qui manqueront à leur obligation de rembourser?

Sandra : Je n'avais jamais réfléchi à cela. C'est une idée intéressante.

La valeur des études postsecondaires dans les médias, c'est qu'elles valent moins cher quand on regarde l'analyse coûts-avantages. Peut-on utiliser la littératie financière pour vendre des histoires?

Marc : Il est important de rejoindre les étudiants dans les meilleurs délais, avant tout le monde, y compris les médias. « La vie après l'école secondaire » se penche sur cette question. L'amélioration que nous voulons apporter à ce programme consiste à l'offrir tôt.

Séance 1B | Étudiants à faible revenu : ce que disent les données

La poursuite d'études postsecondaires : rôle ou non-rôle du revenu familial

Ross Finnie, Université d'Ottawa

Tout laisse penser que le revenu familial — que nous considérons ordinairement comme le plus grand obstacle entravant l'accès aux études postsecondaires et la rétention de l'effectif étudiant — ne compte pas autant que d'autres facteurs. Nous avons longtemps cru que les élèves qui ne s'inscrivaient pas à un programme d'études postsecondaires étaient ceux qui ne pouvaient pas se le permettre. Nous avons donc établi des politiques en fonction de ce que nous pensions être la vraie difficulté.

Ce modèle pose un problème dans la mesure où il ne tient pas compte de la culture.

À l'aide du riche ensemble de données de l'Enquête auprès des jeunes en transition (EJET), nous avons examiné les coûts et le taux d'inscription. Quand nous avons ajouté une variable, le niveau d'instruction des parents – porte-parole de la culture – nous avons constaté que l'impact du revenu était loin d'être aussi profond que nous avons imaginé. Ceci tient au fait que la culture domine la fortune. Voilà qui est extrêmement important pour notre compréhension de l'accès et des politiques.

Au Canada, nous avons un système d'aide financière de bonne qualité et les droits de scolarité sont largement abordables. Le revenu familial se classe à un faible niveau, tandis que le niveau d'instruction des parents et l'importance que la famille attache à l'instruction se classent à un niveau beaucoup plus élevé parmi les facteurs qui déterminent si un élève s'inscrit ou non à un programme d'études postsecondaires.

Ce qui compte, c'est de commencer tôt, dans les écoles et dans la collectivité, à instaurer une compréhension de l'importance des études postsecondaires. Nous devons axer la politique sur la rétention – sur l'issue pour nos élèves après leur inscription à un programme d'études postsecondaires.

Étudiants à faible revenu : ce que disent les données

Abigail Payne, Université McMaster

Y a-t-il des différences perceptibles dans l'inscription à un programme d'études postsecondaires et le rendement qui peut être associé au revenu? Une fois de plus, des études ont montré que très peu de choses donnent à penser que le revenu entre en ligne de compte; en fait, les notes obtenues au palier secondaire restent le plus grand déterminant de l'inscription.

Cependant, les demandes d'admission au collège et à l'université reçues d'élèves dont les familles affichent le plus faible niveau de revenu continuent de représenter le pourcentage le moins élevé. S'il est vrai que les coûts ne sont pas au cœur du problème, il y a à cela de nombreuses explications plausibles : la méconnaissance des avantages des études postsecondaires, le manque d'information des élèves et leur réticence à poser des questions sur le financement des études supérieures et les décisions prises par les élèves et les parents durant les études secondaires sont autant de facteurs qui peuvent avoir un impact. Il n'y a pas de preuve irréfutable, pas de réponse parfaite.

Sandy Hudson, Fédération canadienne des étudiantes et étudiants – Ontario

Les élèves, disons-le, trouvent extrêmement difficile de financer leurs études – bon nombre d’entre nous cumulent les emplois et, quand nous le faisons, nos notes en pâtissent. C’est mon cas. Ce qui me distingue, c’est que j’ai obtenu mon diplôme.

Les jeunes à faible revenu participent à un taux beaucoup plus faible que leurs condisciples à revenu moyen ou élevé. La différence ne réside pas dans la littératie financière, elle n’est pas culturelle non plus. La différence, c’est qu’une catégorie d’élèves a un revenu discrétionnaire pour financer ses études et les autres, non. Les droits de scolarité élevés sont à la base du problème. Une étude réalisée par la Fédération canadienne des étudiantes et étudiants et intitulée « The Rationalized Impact of Tuition Fees », montre de fortes disparités de revenu selon l’origine raciale et l’ethnicité. Toute recommandation de changement doit permettre d’éliminer ce racisme systémique. Les étudiantes et les étudiants à faible revenu paient plus cher au final, à cause de prêts plus élevés et de l’intérêt qu’ils doivent payer. L’obligation de travailler se répercute sur les notes et empêche un grand nombre d’étudiants et d’étudiantes de fournir un haut rendement et de recevoir des bourses d’excellence.

Quand l’Irlande a aboli les droits de scolarité, la participation des étudiantes et étudiants à faible revenu est passée de près de zéro à plus 27 pour cent et elle n’a pas cessé de croître depuis. Nous devons aplanir la surface de jeu, reconnaître la valeur d’une société instruite et, à ce titre, investir dans une éducation postsecondaire vraiment accessible, pour pouvoir attribuer davantage de bourses et moins de prêts.

Q/R :

La notion selon laquelle un faible revenu ne fait aucune différence est troublante. Y a-t-il quelqu’un, quelque part, qui souhaiterait changer l’attitude des familles à faible revenu à l’égard des études postsecondaires?

Abigail : Nous devons comprendre mieux ce qui se passe au palier secondaire. Ce qui comptera dans les notes dépend des cours que les élèves suivent et du soutien qu’ils reçoivent ou ne reçoivent pas à la maison.

Sandy : Les élèves du palier secondaire issus de familles à revenu plus élevé ont de nombreuses possibilités qui s’offrent à eux et qui influent sur leurs notes – des programmes de tutorat et l’accès aux transports en commun, par exemple. Souvent, les familles plus endettées expliquent à leurs enfants l’importance de ne pas accumuler de dettes, ce qui dissuade les élèves d’emprunter pour suivre des études.

Les données quantitatives ne suffisent peut-être pas. Quels outils permettraient d’effectuer une analyse qui illustre les effets plus complexes et l’interaction des obstacles?

Ross : Je suis d’accord avec ce que vous dites à propos du faible revenu. C’est un problème, en effet, mais prenez le niveau d’instruction des parents et son impact. Les motivations sont complexes et nous

ne ciblons pas les programmes adéquatement. Comment pouvons-nous aider les élèves qui ne sont pas orientés vers les études postsecondaires?

Avez-vous une opinion en ce qui concerne le manque de financement pour la recherche sur les études postsecondaires?

Ross : Il nous faut plus de recherche, plus de données pour mieux éclairer nos politiques! Il nous faut une autre Enquête auprès des jeunes en transition.

Abigail : C'est une question d'équilibre – nous sommes dans un environnement de forte concurrence pour le financement et nous savons que les sciences sociales produisent moins de résultats concrets. Les gouvernements provinciaux, les organismes et les fondations privées peuvent contribuer à financer la recherche qu'il nous faut. Nous avons également une mine de données administratives qui ne parvient pas aux mains des chercheurs — il faut que tout cela change.

Séance 2A | Changement des attitudes envers les EPS

Intervenir plus tôt à l'école secondaire pour améliorer l'accès aux études postsecondaires : changer l'information sur les carrières et l'aide aux étudiants

Reuben Ford, Société de recherche sociale et appliquée (SRSA)

Je vais aborder la littératie financière par le truchement de certains tests de programmes d'intervention en place dans les écoles secondaires. Dans l'ensemble, la SRSA a constaté que l'information sur les carrières et les modalités d'octroi de l'aide aux étudiants sont d'une importance cruciale pour la réussite du programme d'intervention. La SRSA est un organisme de recherche à but non lucratif qui possède une vingtaine d'années d'expérience auprès des responsables des politiques et des professionnels pour les aider à définir les politiques et les programmes qui améliorent le bien-être de la population canadienne et à rehausser les normes de preuves employées pour évaluer les programmes et les études.

Nous devons intervenir plus tôt dans les écoles secondaires pour améliorer l'accès aux études postsecondaires. La SRSA effectue des tests sur les interventions au palier secondaire, particulièrement celles qui visent à changer l'information sur les carrières et les modalités d'octroi de l'aide aux étudiants. L'accès aux études postsecondaires pourrait être amélioré. Ceci pourrait s'expliquer par le manque d'information et par une capacité ou une préparation insuffisantes à l'utilisation de l'information pertinente sur les carrières et les coûts-avantages. Je vais examiner deux interventions aujourd'hui :

- « Explorez vos horizons », qui propose de l'information sur les carrières aux élèves de 10^e, 11^e et 12^e année du Nouveau-Brunswick et du Manitoba;
- les Fonds du savoir, qui garantissent de manière anticipée une bourse de 8 000 \$ aux élèves du Nouveau-Brunswick issus de familles à faible revenu.

« Un avenir à découvrir » a été lancé en 2003 à titre de projet de démonstration rigoureuse de politiques. Il s'agit d'un partenariat établi entre la Fondation canadienne des bourses d'études du

millénaire et les gouvernements du Manitoba et du Nouveau-Brunswick pour effectuer un test juste et rigoureux de ces deux interventions et examiner :

- le recrutement d'élèves admissibles;
- la constitution d'équipes de formation pour assurer les interventions dans le cadre des programmes;
- l'exécution des programmes.

L'évaluation en trois volets comprend la recherche de mise en œuvre sur le fonctionnement des programmes (une bonne source de leçons apprises), une étude d'impact pour recueillir des preuves d'efficacité des programmes et une analyse coûts-avantages pour déterminer la rentabilité sous différents angles.

« Explorez vos horizons » est une intervention d'information sur les carrières qui propose des ateliers, un magazine et un site Web. Les élèves assistent à deux blocs d'ateliers comportant chacun dix séances de deux heures après l'école ou le soir, pour un total de 40 heures. Les ateliers destinés aux élèves de 10^e année se concentrent sur la recherche d'une carrière et sont offerts par des éducatrices et éducateurs, ainsi que par des étudiantes et étudiants de niveau postsecondaire. Les ateliers pour les élèves de 11^e année font intervenir des parents qui deviennent des « alliés de carrière ». Les ateliers de 12^e année préparent les élèves à la transition vers les études postsecondaires.

Les actuels ambassadeurs des études postsecondaires offrent des ateliers qui abordent leur histoire, le contenu du curriculum, des jeux, les coûts et les avantages. Le premier atelier de 10^e année porte sur « l'utilité des études postsecondaires » et le coût de l'indépendance. On demande aux élèves d'établir un budget et de déterminer le revenu nécessaire pour le rendre viable. Ils reçoivent de l'information sur les carrières et les titres de compétence requis.

En 12^e année, le premier atelier porte sur « la vie d'étudiant de niveau postsecondaire » et le financement des études postsecondaires. Ils reçoivent des liens vers un éventail de ressources dans le site Web et un magazine leur est envoyé à la maison.

Les Fonds du savoir garantissent de manière anticipée une aide financière aux élèves du Nouveau-Brunswick issus de familles à faible revenu. Ceux-ci reçoivent une bourse totale de 8 000 \$: 2 000 \$ à la fin de la 10^e année et à la fin de la 11^e année et 4 000 \$ au terme de leurs études secondaires. Les élèves reçoivent les fonds en versements de 2 000 \$ pour chaque semestre d'études à plein temps dans un établissement d'enseignement postsecondaire. Ils obtiennent par avance des renseignements sur l'aide financière qu'ils recevront. Ils en connaissent le montant dès qu'ils entrent en 10^e année, en fait. Ils n'ont aucune obligation de demander un prêt.

L'évaluation menée dans le cadre de l'initiative « Un avenir à découvrir » a révélé que :

- les programmes ont été mis en œuvre comme prévu;
- le taux de participation à « Explorez vos horizons » a diminué de la 10^e à la 12^e année;

- un sondage auprès des élèves de 12^e année titulaires d'un compte Fonds du savoir a révélé une faible connaissance de leur statut. Seuls 50 pour cent savaient qu'ils bénéficiaient de Fonds du savoir. Les résultats ont été supérieurs chez les élèves francophones.

Les répercussions immédiates sur l'attitude et le comportement des élèves ont été inégales. On a noté :

- une meilleure connaissance des choix d'études postsecondaires;
- une plus forte aspiration à des études postsecondaires;
- une baisse du taux de décrochage;
- une perception accrue de l'utilité des études postsecondaires.

L'assiduité des élèves ne s'en est pas trouvée changée. La certitude de pouvoir assumer les coûts des études postsecondaires ne s'est guère raffermie.

En 12^e année, 45 pour cent des élèves pensaient devoir continuer leurs études pour pouvoir accomplir ce qu'ils voulaient dans la vie. Des études de groupes cibles montrent que les parents estiment important que leurs enfants poursuivent des études postsecondaires.

Les Fonds du savoir n'ont pas influencé le rythme de diplomation des élèves du palier secondaire. La connaissance autoévaluée de l'aide financière aux étudiants a augmenté de façon spectaculaire. Les élèves avaient une estimation plus réaliste des coûts. La proportion d'élèves renonçant à suivre des études postsecondaires en raison des coûts a diminué : de 20 pour cent, elle est passée à 10 pour cent.

La diffusion avancée des données relatives aux Fonds du savoir révèle une augmentation de 20 pour cent des demandes provenant d'élèves francophones et révèle qu'ils sont plus nombreux à s'inscrire. En règle générale, 51 pour cent poursuivent leurs études après le secondaire; grâce au programme, 68,7 pour cent ont suivi des études postsecondaires. Le taux a été statique pour les demandes d'admission et d'inscription à l'université chez les étudiantes et étudiants anglophones. Les demandes d'admission à des programmes d'études postsecondaires non universitaires ont augmenté chez les anglophones.

Les résultats du programme « Explorez vos horizons » étaient semblables à ceux décrits ci-dessus chez les francophones et les anglophones. Rien ne laisse croire que le programme ait fait croître le taux d'inscription à des programmes d'études postsecondaires chez les élèves du Manitoba. Chez les élèves issus de familles à faible revenu, le nombre de demandes d'admission à l'université a dépassé celui des demandes d'admission à des programmes non universitaires.

Changer les attitudes à l'égard des études postsecondaires par l'assistance personnelle et la simplification

Philip Oreopoulos, Université de Toronto

Les demandes d'inscription en économie du comportement peuvent accroître la participation aux programmes d'aide financière. La façon dont la demande est conçue pourrait être le facteur qui incitera l'élève à continuer ou à renoncer. Une petite différence dans les procédures d'inscription et le marketing peut faire une grande différence en termes de participation.

Aux États-Unis, la demande d'aide financière – Free Application for Federal Student Aid (FAFSA) – comporte plus de 100 questions. Il faut déclarer vos économies, le revenu des parents et leurs biens, leur niveau d'instruction, les éventuelles condamnations concernant des drogues illicites, etc. Vous êtes passibles d'une peine d'emprisonnement si vous faites une déclaration mensongère. Le processus n'est pas simple. Il faut savoir comment accéder au formulaire, obtenir un NIP, attendre un jour pour le traitement de la demande de NIP et ensuite prendre le temps de remplir le formulaire.

Une assistance personnelle et un accompagnement pourraient aider à surmonter différents problèmes : manque de visibilité; complexité du processus – guider l'élève dans sa démarche; tracas – « Faisons-le tout de suite »; besoin de rassurer – une personne qui connaît bien le formulaire travaille avec l'élève; pleins pouvoirs – les parents ont le sentiment de pouvoir aider leur fils ou leur fille.

En 2006, le service de préparation de déclaration de revenu H & R Block a lancé une demande de propositions concernant des interventions qui pourraient aider les familles à faible revenu, être déployées à l'échelle nationale et éclairer les politiques. Nous avons proposé d'intégrer le questionnaire de l'impôt avec le formulaire de demande d'aide financière FAFSA puisqu'une bonne partie de l'information demandée dans les deux formulaires est similaire. Il suffirait de collecter les données du formulaire d'impôt et en même temps remplir au préalable le formulaire de demande d'aide financière à l'aide de ces données. Entre 25 000 et 30 000 personnes ont été identifiées. Toutes ont reçu un dépliant contenant des renseignements généraux sur l'aide financière offerte pour les études supérieures.

Certaines personnes ont reçu de l'information seulement, soit le dépliant et une estimation individuelle de l'admissibilité à une aide, sous forme de prêt et de bourse, du gouvernement fédéral et de l'État concerné, ainsi que des renseignements sur les collèges locaux et les coûts mais sans directives sur la manière de remplir le formulaire de demande d'aide financière. D'autres ayant des enfants à charge en 12^e année et des enfants indépendants ayant atteint l'âge de 25 ans mais n'ayant jamais suivi d'études supérieures et touchant un faible revenu ont reçu la même chose, ainsi qu'un accompagnement de la société H & R Block, qui les a aidées à remplir le formulaire après y avoir inscrit les renseignements préliminaires. Le tout a pris environ 8 minutes.

Les demandes d'aide financière provenant du groupe ayant des enfants à charge en 12^e année ont augmenté, passant de 40 pour cent à 55 pour cent. L'inscription aux programmes d'études supérieures a augmenté de 8 pour cent. Parmi les personnes inscrites, le nombre de celles qui ont effectivement suivi ces études s'est accru dans une proportion de 8 à 10 pour cent. Au sein du groupe de personnes indépendantes, il y a eu une augmentation de 16 pour cent des demandes d'aide financière présentées et une hausse de 9,5 pour cent du taux d'inscription. Le nombre de personnes qui ont effectivement

fréquenté les programmes d'études auxquels elles avaient demandé l'inscription s'est accru de 10 à 15 pour cent. Au bout de deux ans, les taux de rétention avaient augmenté de 8 pour cent au sein des deux groupes.

College Goal Sunday offre une assistance gratuite pour remplir le formulaire FAFSA dans les écoles et autres lieux publics le week-end du Super Bowl. Les écoles sont informées du nom des élèves qui ont présenté une demande d'aide financière et un suivi est effectué auprès de ceux qui ne l'ont pas fait. L'aide offerte ne concernait que le formulaire de demande d'aide financière. Les gens ont également de la difficulté à acheminer leur demande à l'établissement d'enseignement. On a perdu la trace des demandeurs après leur avoir envoyé le formulaire à la maison pour le faire signer et renvoyer par la poste. De plus, le groupe témoin avait besoin de l'aide de H & R Block.

L'objectif du projet « La vie après l'école secondaire » : que la demande d'admission à un établissement d'enseignement postsecondaire devienne la norme à l'école secondaire. Les élèves de 12^e année qui trouvent un programme d'études susceptible de les intéresser et qui reçoivent de l'aide (en classe) à chaque étape du processus de demande d'admission et de demande d'aide financière.

Le projet « La vie après l'école secondaire », mis en œuvre en Colombie-Britannique pendant l'année scolaire 2010-2011, cible 50 écoles secondaires à faible transition vers les études supérieures. Les droits de demande d'admission sont pris en charge dans un seul programme. En Ontario, 150 écoles secondaires à faible transition vers l'enseignement supérieur ont été ciblées et les droits de demande d'admission sont pris en charge dans cinq programmes d'études collégiales et trois programmes d'études universitaires. C'est gratuit et pratique. Chaque élève de l'école a accès à ce programme. Personne n'en est exclu. Les programmes d'études collégiales et universitaires qui correspondent aux intérêts et aux aptitudes des élèves sont mis en relief. Ainsi, lorsqu'il s'agit de décider de ce qu'on veut faire en ce qui concerne les études postsecondaires, il suffit de se manifester. D'un point de vue administratif, c'est bon marché et échelonnable.

Les élèves sont habilités à imaginer la destination qu'ils souhaitent atteindre et comment ils peuvent y arriver. On s'attache à faire comprendre que les études postsecondaires ne sont pas l'apanage des grands honneurs et qu'elles sont plus que le passage obligé sur les bancs de l'école. C'est commode, le tout se déroule en classe et c'est gratuit.

Q/R :

Les études postsecondaires semblent présenter un avantage plutôt personnel et économique que social et public. La force d'entraînement serait-elle meilleure si votre récit faisait ressortir les avantages sociaux et publics?

Je pense que le soutien de l'opinion publique diminuerait. Les décideurs ont intérêt à promouvoir les avantages personnels, pas les avantages économiques. C'est pour cette raison que le gouvernement offre un financement. Il serait également intéressant pour certains élèves, mais pas pour un aussi grand nombre, je pense, d'inclure le message concernant la politique publique.



Séance 2B | Perceptions des étudiants du financement des EPS

Échec : compréhension de l'aide financière chez les étudiantes et étudiants d'universités canadiennes

Miriam Kramer, Higher Education Strategy Associates

En recueillant des données auprès de groupes de discussion, nous avons mesuré l'efficacité de l'aide gouvernementale pour examiner le lien entre la connaissance du système d'aide financière (même chez les personnes qui en bénéficient) et ses répercussions sur les élèves qui envisagent des études postsecondaires. Notre étude comprenait des questions sur la littératie en matière d'aide financière. Nous avons examiné ce que les élèves savaient de leur admissibilité, les sources d'information des élèves et les implications en matière d'accès à une aide et de remboursement de la dette contractée. Soixante-quinze pour cent ont échoué au test; seuls 10 pour cent ont reçu un « B » ou une note supérieure. Les bénéficiaires d'un prêt ont obtenu un score légèrement supérieur à celui des autres élèves. Les élèves allophones (dont la langue maternelle n'est ni le français ni l'anglais) ont eu la note la moins élevée. Les élèves consultent leurs amis, leurs parents, les agents des services d'aide financière universitaires et les sites Web des gouvernements provinciaux et fédéral pour obtenir de l'information. Ceux qui se tournent vers leurs parents et amis ont obtenu une note inférieure à ceux qui ont utilisé ces sites Web comme sources d'information principales.

Dans l'ensemble, les élèves sont peu renseignés sur leur admissibilité et le remboursement de l'aide, ce qui a des implications nombreuses en matière d'accès, de rétention, d'endettement et de remboursement.

Ce qui ressort de cette recherche, entre autres, c'est que les élèves prennent des décisions au sujet de leurs études postsecondaires bien avant d'engager le dialogue sur l'aide financière. Les élèves issus de familles à faible revenu n'accèdent pas à l'aide financière offerte parce qu'ils ne connaissent pas les programmes et les bourses d'études mis en place pour les aider.

Ceci est important, tant en termes de politiques que dans la pratique. Nous devons assurer une communication plus intense et plus efficace, nous devons aborder cette problématique en différents points; il faut vraiment un réseau. Il nous faut aussi des données probantes, les hypothèses ne suffisent pas.

Disposition à payer des études postsecondaires? Se fonder sur une expérience de laboratoire à enjeux élevés pour examiner l'importance de la sensibilité aux prix et de l'aversion pour l'emprunt

Jean-Pierre Voyer, Société de recherche sociale et appliquée (SRSA)

En réalisant une expérience de laboratoire à enjeux élevés, nous avons mesuré les préférences de paiement des études postsecondaires afin de mieux comprendre si la sensibilité aux prix et l'aversion pour l'emprunt contribuent aux raisons financières pour lesquelles les élèves issus de familles à faible revenu sont sous-représentés dans l'enseignement postsecondaire.

S'il est vrai que les gens réagissent aux prix, il y a des différences selon les groupes. Les élèves autochtones consomment moins, même quand le prix reste inchangé. Les garçons aussi consomment moins. Les élèves qui ont des résultats supérieurs à l'école secondaire sont mieux préparés à poursuivre

des études postsecondaires. Les élèves qui ne s'intéressent qu'au moment présent sont peu nombreux à demander des études supérieures.

En ce qui concerne la sensibilité aux prix, l'écart entre les groupes à revenu élevé et ceux à faible revenu se creuse à mesure que les coûts augmentent. Il en va de même pour les garçons et les filles. Les Autochtones sont, eux aussi, plus sensibles aux prix. Les enfants d'immigrants sont généralement en plus forte proportion à demander une aide financière pour les études postsecondaires. Quant à l'aversion pour l'emprunt, ce n'est pas tant aux différences entre les groupes qu'à une faible numératie qu'elle est attribuable.

Il y a des implications stratégiques. Des interventions rapides s'imposent et devraient cibler tous les facteurs – l'engagement scolaire, les notes et les avantages que les gens associent aux études postsecondaires. Les politiques devraient cibler les élèves ayant un fort potentiel et issus de familles à faible revenu, qui tendent à montrer une plus grande sensibilité aux prix. Nous devrions également cibler la façon dont nous diffusons l'information, modifier la structure de l'aide financière aux étudiants et dissocier les bourses des demandes d'aide financière axées sur les besoins.

Studentawards Inc.

Suzanne Tyson, Studentawards Inc.

Studentawards, c'est un peu la cyberharmonie pour les bourses d'études; c'est un service de jumelage en ligne conçu pour les élèves de 10^e année ou plus. Nous fournissons de l'information, un forum de discussion robuste et nous associons les élèves à des sommes offertes en don à plus de deux millions de membres. La participation est gratuite; les élèves décident s'ils veulent recevoir les communications des organismes qui parrainent cette initiative. Nos activités de développement de l'entreprise visent à multiplier les sommes offertes en don aux élèves.

Nous avons examiné les attitudes des élèves à l'égard des études supérieures. Quand nous demandons aux élèves à quoi servent les études collégiales ou universitaires, 42 pour cent de ceux et celles qui ont entrepris des études postsecondaires affirment qu'elles servent à éclairer l'esprit, bien que les parents disent qu'elles servent à décrocher un emploi. Au palier secondaire, les élèves de 10^e, 11^e et 12^e année affirment aussi qu'elles servent à décrocher un emploi et tous les élèves croient que les employeurs préfèrent embaucher des personnes qui ont un grade universitaire.

Seuls 10 pour cent des élèves visés par le sondage ont dit suivre des études postsecondaires pour répondre aux attentes de leurs parents, bien qu'ils aient pour la plupart affirmé que leurs parents sont leur source de conseils la plus influente. Les élèves affirment que les conseillères et les conseillers en orientation exercent une influence même si, pour les élèves qui sont à un stade plus avancé du processus et pour ceux et celles qui ont les notes les plus élevées, les parents restent les conseillers les plus influents.

Les élèves ont déclaré que pour le choix d'un établissement d'enseignement, c'est d'abord dans le site Web des collèges et des universités qu'ils trouvent le plus d'information, en second lieu dans les dépliants des campus, lors de visites de représentants et de visites des campus et, en dernier lieu, par l'entremise de Studentawards. Les élèves recherchent la qualité du programme et sa réputation et, dans un deuxième temps, l'aide financière offerte.

Élèves, parents, éducatrices et éducateurs ont tous besoin de programmes d'études différents plus tôt qu'ils ne les reçoivent actuellement. Le secteur canadien de l'entreprise doit intervenir à grande échelle en offrant des mentorats, des stages rémunérés et des programmes d'embauche avant la 12^e année. Les parents doivent vérifier auprès des compagnies qui les emploient si des bourses d'études sont offertes aux enfants des employés. Souvent, cette information n'est simplement pas communiquée. Le secteur canadien de l'entreprise a également la possibilité d'intervenir en créant des bourses d'études indépendantes pour les années d'études universitaires à venir et pour les programmes de deuxième et troisième cycle.

Q/R :

Combien de fois le niveau d'instruction des parents sert-il de jauge du revenu familial?

Jean-Pierre : Ce n'est pas un indicateur parfait du revenu familial et mieux vaut séparer complètement ces deux indicateurs.

Miriam : Les groupes de discussion montrent que l'argent n'est pas un sujet de conversation à la maison, bien que la conversation gravite beaucoup autour des destinations à choisir et des écoles à considérer. Les discussions sur le financement sont presque négligeables.

Discours thème du dîner

David Hughes, Passeport pour ma réussite Canada

Il se passe vraiment quelque chose d'extraordinaire. Au cours des trois dernières années, j'ai eu la possibilité de travailler avec des gens exceptionnels, au sein d'un groupe qui assemble les choses de façon si élégante qu'il réalisera des choses étonnantes au cours des prochaines années.

L'histoire de Passeport pour ma réussite est inspirée de ces mots chargés de sens « À quoi bon? ». Ce sont les mots de la collectivité de Regent Park. Le centre de santé élaborait un plan stratégique et se préoccupait du sort des jeunes ainsi que de l'absence de l'engagement nécessaire pour faire les choses autrement. Rien ne semblait modifier la donne. On voulait exercer une incidence transformatrice. Que pouvait-on faire pour les jeunes? On leur a répondu « À quoi bon. Ces enfants-là ne peuvent pas s'en sortir. Le taux de décrochage est de 56 %. Pourquoi ne pas investir votre temps et votre argent ailleurs? ».

Il est tragique de voir l'esprit amputé de garçons et de filles qui commencent à croire en eux-mêmes, mais dont les choix deviennent différents de ce que nous voulons pour eux. Nous n'acceptons pas cela. Il faut qu'il y ait une autre façon de faire.

Qu'est-ce qui retient vraiment ces jeunes?

- Le manque de soutien parental. De nombreux enfants sont élevés par un seul parent qui souvent cumule deux emplois.
- L'absence de modèles de rôle
- Le manque de confiance en soi
- Les obstacles linguistiques
- L'incapacité de composer avec les complexités du système scolaire
- La pression des pairs
- Une chose aussi simple que des billets d'autobus. Regent Park est le plus important projet de logements sociaux au Canada. On n'y trouve aucune école secondaire parce que l'on ne prévoyait pas que les enfants de ce quartier se rendraient au niveau secondaire. Aujourd'hui, les jeunes fréquentent de 50 à 60 écoles dans différents quartiers de Toronto et le coût du transport compte beaucoup dans leur vie et celle de leur famille.
- Un revenu insuffisant pour payer les droits d'inscription aux études postsecondaires

Nombreux sont les résidents de Regent Park qui sont incapables d'obtenir une carte de crédit. Le processus de demande de prêt étudiant leur fait peur parce qu'ils craignent de perdre leur logement social. Regent Park est une collectivité extrêmement diversifiée. Certaines lois culturelles s'appliquent au remboursement d'intérêts. On exerce des pressions sur les filles pour qu'elles se marient tôt. De plus, les gens se méfient d'un système et d'une société qui les a laissés tomber plus d'une fois.

Quelles sont alors les solutions à ces problèmes sociaux, scolaires et financiers. Nous avons unanimement reconnu que chacun de nous avait un rôle à jouer pour que les élèves obtiennent leur diplôme. Les activités de sensibilisation de Passeport pour ma réussite ont commencé en huitième année et le programme, en neuvième. Chaque année, pendant les quatre années suivantes, une nouvelle année a été ajoutée. Le programme, dirigé par des bénévoles, met l'accent sur le tutorat, l'encadrement et les compétences de base. Les élèves participent à des réunions régulières de suivi avec des travailleurs auprès des jeunes, des encadreurs, des conseillers, des défenseurs de leurs intérêts et des amis. Ils reçoivent des conseils et de l'information sur la manière d'accéder aux programmes de leur collectivité.

Plus de 300 partenariats ont été créés afin de faciliter des discussions souvent difficiles à avoir avec les jeunes, les parents et les écoles. Nous surveillons le moment où ils prennent leur envol et leur atterrissage afin de nous assurer qu'ils sont sur la bonne voie, et d'intervenir lorsque cela est nécessaire. Des billets d'autobus et des bons pour les repas sont distribués aux deux semaines si les élèves vont à l'école et participent au programme. Cela nous donne l'occasion de les rencontrer régulièrement et souvent, et de voir où ils en sont. Les élèves reçoivent également des bourses pour chaque année de leur participation au programme. Ils peuvent recevoir jusqu'à 4 000 \$ au cours des quatre années, soit 1 000 \$ par année.

Il y a donc différentes incitations à participer au programme. Toutefois, ce sont les liens forgés qui cimentent le tout. Nous aidons à enseigner aux jeunes la responsabilité et les conséquences de leurs actions. En onzième et en douzième années, ils reçoivent un encadrement axé sur la carrière. Certains suivent des cours donnant droit à des crédits dans des établissements postsecondaires. Ils reçoivent de l'aide au moment de choisir leurs cours et, surtout, une aide concrète pour remplir les formulaires.

La littératie financière n'est pas une composante officielle ou explicite du programme. Elle est intégrée aux réunions entre les élèves et les travailleurs de soutien. Le programme de littératie financière a connu un succès limité. Nombre d'élèves n'y ont pas participé. Tant la participation que les bénéficiaires ont été faibles. Nous sommes toujours à la recherche de nouvelles façons de traiter la composante financière. Nous avons intégré la formation et l'apprentissage financiers aux discussions permanentes. Nous pouvons tirer de tout cela des leçons importantes :

- Il faut montrer aux jeunes que nous nous soucions d'eux;
- leur montrer ce qui est possible;
- leur donner des outils pour réussir;
- les aider en démystifiant le système scolaire;
- leur fournir les fonds dont ils ont grandement besoin.

Passeport pour ma réussite connaît énormément de succès. Près de 1 000 élèves ou 93 % de la population en âge de fréquenter le secondaire y participe. Les inscriptions dans des établissements postsecondaires ont augmenté de 300 %. Un véritable changement culturel s'est produit. Les valeurs qui ont motivé les jeunes à s'inscrire aux études postsecondaires et à réussir ont créé une culture de fréquentation scolaire à Regent Park qui a remplacé celle du décrochage. Les diplômés de Passeport pour ma réussite sont revenus pour servir de modèles de rôle et d'encadreurs.

Pourquoi Passeport pour ma réussite a-t-il connu le succès? Il s'agit d'un programme global et complémentaire, et non d'une solution unique. Nous devons en apprendre davantage au fil du temps et trouver l'alchimie et l'équilibre qui changeront les comportements et les résultats, tout en nous préoccupant de rentabilité et d'efficacité. La confiance évolue au sein de chaque collectivité par l'intermédiaire d'un processus de développement communautaire souvent mis en œuvre par les centres de santé communautaires. Le processus s'inscrit dans le contexte de chaque collectivité. Ainsi, 70 % des élèves autochtones ont décroché. Nous avons fait participer les aînés au programme et offert un repas chaud à la fin de la journée – pour plusieurs, c'était le seul repas de la journée.

Nous analysons le succès à partir des indicateurs. Devrions-nous en faire la même analyse pour les nouveaux immigrants et les populations âgées dont les comportements sont installés depuis des années? C'est cool de faire partie d'une équipe positive comme celle de Passeport pour ma réussite. Il n'y existe pas de stéréotypes. Tout le monde peut en faire partie. Nos diplômés nous disent : « Lorsque

Je pense à ma situation actuelle et à mon avenir, je me dis que je ne laisserai pas mes frères et sœurs s'engager sur la voie que je suivais moi-même. »

C'est difficile de rompre le cycle vicieux de la pauvreté. Nous ne pourrions pas le faire sans financement public et privé. Nous devons tirer parti de l'immense richesse culturelle des collectivités d'ici. Il est moralement et économiquement impératif que nous déterminions ce que nous devons faire de plus pour relever le défi de taille auquel est confronté notre pays. À travers le Canada, de 40 à 80 % des élèves sont à risque de décrochage. Sans études, ils ont moins de chances de trouver un emploi ou de sortir de la pauvreté.

À quoi ressemble Passeport 2.0? Nous nous demandons pourquoi 80 % seulement des jeunes profitent de la bourse. Quelles composantes du programme ont le plus ou le moins d'incidence sur les élèves? Pouvons-nous améliorer sa rentabilité sans nuire au succès de notre initiative? Lorsque les bailleurs de fonds et les décisionnaires constatent notre succès, ils ne souhaitent pas l'altérer. Nous devons également déployés des efforts d'innovation sociale. Si nous arrêtons, s'en est fait de nous. Pouvons-nous faire de petites modifications de façon prudente et réfléchie? Quelles sont les limites à notre croissance? Avec qui pouvons-nous créer des partenariats? Quel est le rôle du gouvernement? Comment définir le succès et responsabiliser les gens? Comment faire du Canada une nation de diplômés? Des efforts soutenus, d'excellents programmes et des fonds additionnels ne suffisent pas. Nous devons mieux comprendre ce qui se passe dans l'esprit des jeunes et des familles.

Q/R :

Comment prévoyez-vous changer la culture?

Du bas vers le haut, des élèves vers le personnel. Nous posons des questions, écoutons, analysons ce qui fonctionne et ce qui ne fonctionne pas. Nous améliorons continuellement le programme en fonction de ce que nous avons appris.

Un diplôme suffit-il?

Non, ce n'est pas suffisant, mais c'est un grand pas en avant. Comment le définir? Lorsque vous êtes prêt à faire face au marché du travail? Lorsque vous êtes prêt à réfléchir et à vous engager? L'obtention d'un diplôme est facile à mesurer et c'est un début. Si nous nous efforçons de devenir une nation de diplômés, nous pouvons dire au reste du monde que notre taux de décrochage n'est pas de 40, de 50 ou de 60 % dans certains coins du pays.

Que vous apprend votre travail avec les parents?

Ils se soucient de leurs enfants; ils veulent pour eux une meilleure vie. Mais ce n'est pas toujours ce que le public perçoit. Souvent, ils n'ont pas d'aide pour obtenir ce qu'ils veulent. Ils subissent de nombreuses pressions dans leur vie.

Voyez-vous les mêmes résultats dans les autres collectivités?

Notre expérience a été formatrice. Nous avons obtenu une validation de principe. Nous n'essayons pas de refaire ce qui a été fait à Regent Park. Il y a un processus à suivre et le fait d'écouter ce qui se passe dans chaque collectivité est extrêmement important pour cette collectivité. Toutes ont de l'énergie. C'est extrêmement réconfortant de constater à quel point les gens sont fiers de leur collectivité. Nos bénévoles apprennent qu'ils sont fiers de leur collectivité.

Je n'ai pas connu Passeport pour ma réussite. J'avais déjà passé l'âge et j'avais besoin d'un laissez-passer d'autobus pour aller à l'université

Nous sollicitons toujours les opinions sur ce que nous pourrions et devrions faire différemment. Il existe différentes interventions, mais la réalité est que nous ne pouvons pas toutes les utiliser. Les jeunes qui n'ont pas pu commencer le programme en neuvième année ont été perdants. Nous nous efforçons d'en faire davantage et travaillons avec d'autres pour participer au dialogue plus global.

Séance 3A | L'aide aux étudiants, un outil pour les étudiants à faible revenu

L'aide aux étudiants, un outil pour les étudiants à faible revenu

Noah Morris, ministère de la Formation et des Collèges et Universités

Nous savons qu'il y a des obstacles – la complexité, les difficultés d'accès au système et la difficulté des gens à défendre leurs intérêts. Comme nous l'avons appris par l'entremise de Ross Finnie en début de journée, les finances ne sont qu'un échantillon d'un continuum d'enjeux beaucoup plus vaste. De nombreux éléments autres que le revenu contribuent à motiver les élèves à s'inscrire à des programmes d'études postsecondaires.

Nous opérons des changements qui répondent à certaines des difficultés que nous venons de citer. Nous ne vérifions plus la solvabilité des élèves de moins de 23 ans. Le programme Reaching Higher a élargi l'investissement des élèves au-delà des familles à revenu moyen. Le RAFEO offre désormais plus de financement, avec l'avancement d'une aide non remboursable. Nous travaillons pour simplifier les choses, pour améliorer l'expérience des élèves en éliminant la complexité du processus à observer pour demander et recevoir une aide financière.

Le montant de l'aide financière offerte dans le cadre des programmes fédéral et provinciaux gravite autour de trois milliards de dollars, l'aide octroyée aux étudiants et étudiantes étant de 12 000 \$ par an

dans la plupart des cas, sans contribution exigée des familles au revenu inférieur à 60 000 \$ par an. Nous avons augmenté l'aide non remboursable.

L'une des plus grandes difficultés consiste à faire connaître les programmes aux élèves.

Nous simplifions l'accès en ligne. L'an dernier, nous avons entièrement réaménagé notre site Web, en y intégrant notamment des estimateurs de l'aide financière qui sera octroyée pour aider les élèves à planifier. Nous recensons environ 48 millions d'appels de fichiers chaque mois dès que le processus de demande est enclenché. Les temps d'attente sont longs sur notre ligne téléphonique sans frais et nous sommes en train de corriger cette situation.

Quoi qu'il en soit, il faut améliorer l'expérience des élèves et éliminer les frustrations. Nous travaillons à changer tout cela pour que les élèves puissent s'inscrire d'un seul coup, recevoir la confirmation électronique de leur inscription et utiliser le virement direct pour toutes les opérations.

On peut faire bien plus encore et nous sommes ouverts à d'autres idées.

L'Association canadienne des responsables de l'aide financière aux étudiants

Shelley Clayton, Université du Nouveau-Brunswick, et l'Association canadienne des responsables de l'aide financière aux étudiants

Des indications solides portent à croire que la peur se pose en obstacle quand des élèves issus de familles à faible revenu et leurs parents évaluent l'utilité des études postsecondaires. De nombreuses familles à faible revenu craignent l'endettement. L'accès à une aide financière et la connaissance des rouages du système peuvent améliorer les décisions des élèves et de leurs familles.

Une bourse non remboursable est la clé pour un grand nombre d'élèves; les prêts sont une ressource qui n'a simplement pas autant de succès. Les bourses aident les élèves à se faire moins de souci et à travailler moins pendant leurs études.

Les obstacles aux études postsecondaires sont notamment les ressources financières inadéquates, une préparation scolaire insuffisante, le manque de confiance en soi et de motivation, le manque de compréhension institutionnelle et l'absence de modèles de rôles. L'infrastructure complexe d'octroi des prêts est un obstacle de taille. Nous demandons à des élèves d'écoles secondaires de signer des documents qui dépassent leur compréhension. Il faut simplifier cette démarche en proposant une demande fédérale-provinciale unique et universelle (aujourd'hui en bonne voie!) rédigée en langage simple.

Les programmes d'alternance travail-études aident les élèves à établir les relations dont ils ont besoin pour obtenir de bons emplois. Nous devons mettre en œuvre un programme fédéral d'alternance travail-études dans le cadre de l'aide aux étudiants.

Les coûts admissibles devraient être mis à jour et liés à la formule de l'indice des prix à la

consommation pour accroître le maximum hebdomadaire des prêts à vie et permettre de suivre des programmes de maîtrise et de doctorat.

Il nous faut un agencement de méthodes pour réussir – la littératie financière anticipée, une communication régulière avec les parents, des séances de planification postsecondaire et, avant tout, nous voulons que les élèves adoptent une vision de réussite. Ce sont autant de choses que nous pouvons accomplir en nouant des partenariats permanents entre tous les paliers de l'éducation et du gouvernement.

Prochaines étapes de l'aide financière aux étudiants

Sam Andrey, Ontario Undergraduate Student Alliance

L'une des initiatives clés du gouvernement réside dans les améliorations apportées au RAFEO. Pourtant, de nombreux groupes restent confrontés à des obstacles : les élèves issus de familles à faible revenu, les élèves autochtones et les élèves des régions rurales, entre autres. Il y a tant de choses que nous pouvons faire mieux.

L'élargissement des services scolaires est la possibilité que nous exploitons le moins. Les écoles sont le seul endroit où nous puissions rejoindre presque chaque enfant; chaque élève a besoin d'un conseiller ou d'une conseillère en orientation. Celui-ci ou celle-ci a besoin de renseignements adéquats sur les choix offerts, le coût et les possibilités d'emprunt. Cette information doit être intégrée au curriculum de façon à ne pas causer d'intimidation. Nous pouvons intégrer des stratégies d'engagement des parents et des programmes d'enrichissement pour les élèves.

Les élèves ont accès à des ressources qui s'offrent à eux de nombreuses façons et les prêts d'études n'en sont qu'un exemple. Il existe de nombreuses ressources cruciales : les bourses non remboursables, l'aide offerte par les établissements, l'aide axée sur le mérite, les bourses axées sur les besoins dans le cadre de la Garantie d'accès aux études, les REEE (régimes enregistrés d'épargne-études) et les placements en éducation coopérative.

Bien que le RAFEO constitue leur plus importante ressource, les étudiants devraient pouvoir demander une bourse sans devoir contracter un prêt. Les dates limites de versement des droits de scolarité aux établissements d'enseignement doivent concorder avec les dates d'octroi de l'aide du RAFEO sans pénalité financière et il faut éliminer la lourdeur du processus de demande. Les crédits d'impôt sont un moyen fondamentalement inefficace d'octroyer une aide financière. La nouvelle bourse d'études devrait être retranchée directement des droits de scolarité à acquitter, de façon à réduire le prix net.

Nous devons continuer aussi à chercher des façons d'améliorer les choses. Les bourses offertes suffisent-elles pour diminuer l'aversion pour l'endettement? Nos évaluations des besoins permettent-elles de déterminer adéquatement les besoins? Est-ce que nous pénalisons les élèves et les étudiants qui travaillent? Pouvons-nous offrir une aide aux étudiants à temps partiel? Nous devons continuer à poser des questions.

Q/R :

Si nous offrons davantage de solutions fondées sur l'attribution de bourses, nous pourrions aider les étudiants au lieu de leur imposer une dette.

Noah : L'Ontario offre un Programme d'aide au remboursement en vertu duquel les prêts sont radiés après 15 ans, mais ce programme est peu connu.

La Fédération canadienne des étudiantes et étudiants s'inquiète aussi des bourses puisque les étudiants doivent être indépendants pour y être admissibles. Voilà qui est troublant. L'alternance travail-études est une idée formidable, mais elle ne fonctionne pas vraiment comme elle devrait et les étudiants occupent des emplois qui n'ont rien à voir avec la carrière qu'ils envisagent. Qu'est-ce qu'on peut faire?

Shelley : Au Nouveau-Brunswick, les programmes d'alternance travail-études s'appuient sur la responsabilité et sur des objectifs précis. Les étudiantes et les étudiants ont une mission à accomplir. Tous les emplois qui s'inscrivent dans ce projet pilote ont été renouvelés et, à présent, le corps professoral s'en inspire. Faut-il surveiller ce projet? Certainement.

Noah : La plupart des établissements savent exploiter le programme d'alternance travail-études, mais d'autres non. Dans certains cas, le programme n'est pas géré aussi bien qu'il devrait l'être.

Nous avons envisagé de nombreuses façons d'améliorer la littératie financière pour aider les élèves. Y a-t-il moyen de faire cela pour aider les étudiantes et les étudiants à rembourser leur dette? Les associations d'étudiants pourraient-elles travailler avec les entreprises pour réduire le fardeau financier?

Sam : Nous n'avons pas encore songé à travailler avec les entreprises à la remise de dette. Cependant, les associations d'étudiants réacheminent certains profits aux étudiantes et aux étudiants de diverses façons.

Sommes-nous en train de changer les taux de participation des familles et des étudiants à faible revenu? Ces ressources fonctionnent-elles?

Noah : Il existe de nombreuses ressources : le Bon d'études canadien, les régimes enregistrés d'épargne-études (REEE) et d'autres encore. Toutes diffèrent les unes des autres et elles ne sont pas intégrées, ce qui sème la confusion. Il y a des iniquités enchâssées dans ces programmes, si bien que les gouvernements fédéral et provinciaux doivent travailler ensemble à l'instauration d'un ensemble intégré de programmes.

Shelley : La volonté de travailler en collaboration est parfois bien présente, bien que le programme soit souvent disloqué. Nous voulons amener toutes les parties à travailler main dans la main.

De plus en plus de bourses sont établies, pourtant moins d'élèves s'en prévalent. Quelles démarches vos organismes font-ils pour résoudre le problème, mis à part la création de nouvelles bourses?



Noah : Nous devrions harmoniser les bourses fédérales et provinciales. Les bourses offertes par les établissements d'enseignement ne sont pas harmonisées non plus. Nous rivalisons tous pour recruter les mêmes élèves, des élèves qui fréquentent l'école quoi qu'il en soit. Cette concurrence pour recruter des élèves n'a donc aucun sens.

Les élèves autochtones financés par leur bande ne sont plus admissibles au RAFEO; pourtant, le financement par leur bande ne couvre pas forcément tous les coûts. Y a-t-il des projets en perspective pour combler cette lacune?

Noah : L'obstacle du financement par les bandes est une politique du gouvernement fédéral. L'Ontario évalue le montant de l'aide financière versée par la bande; il n'y a pas de règle générale selon laquelle les élèves financés par leur bande ne sont pas admissibles au RAFEO.

Séance 3B | Utilisation du programme d'études pour promouvoir la littératie financière

L'éducation financière dans les écoles ontariennes – débouchés et défis

Tom Hamza, Investor Education Fund

Le Fonds pour l'éducation des investisseurs a été créé il y a 10 ans. Il s'agit d'un organisme de littératie financière à but non lucratif financé par la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario. Responsable d'un certain nombre d'innovations en matière de littératie financière, il a été le premier à utiliser les études de consommation pour élaborer un contenu de littératie financière et le premier à travailler en partenariat avec les instituts pédagogiques. Chaque année, nous offrons à plus de 700 enseignantes et enseignants une formation à l'enseignement de la littératie financière. En collaboration avec l'Investment Industry Regulatory Organization of Canada (organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières), le programme primé de littératie financière Funny Money est offert à plus de 100 000 étudiantes et étudiants à travers le Canada. Nous sommes le chef de file en matière de recherche sur l'éducation financière au Canada.

En Ontario, le Groupe de travail sur la littératie financière a été créé pour examiner les pratiques exemplaires mondiales et travailler avec les intervenants en éducation pour faire des recommandations sur la façon d'instaurer l'éducation financière dans les écoles de la province. Le document « Un investissement judicieux » résumait nos recommandations. Le ministère de l'Éducation a diffusé « Scope and Sequence », qui explique comment intégrer la littératie financière dans les cours de la 4^e à la 12^e année. Cette méthode sera adoptée dans la salle de classe en 2012 et mise en œuvre progressivement sur quelques années.

Il y a eu des discussions passionnées à l'intérieur desquelles toutes les parties prenantes ont été représentées. Nous avons consulté tous les éléments du réseau.

- Faut-il viser un ou plusieurs cours?
- Quand devrions-nous commencer? Chacun a recommandé de commencer dès que possible.

- Qu'est-ce que le succès? Comment devrions-nous le mesurer et le suivre?
- Quels résultats recherchons-nous?
- Quel type de contenu convient le mieux?
- Comment appuyer autant de domaines?
- L'engagement des élèves : comment allons-nous les intéresser?
- Leadership et collaboration : qui doit tenir les rênes?

Nous en sommes venus à sept conclusions essentielles :

1. Les enseignantes et les enseignants ont besoin d'outils et d'une formation pour enseigner la littératie financière. Il leur faut un contenu standard pour s'adapter.
2. La littératie financière doit être introduite dès que possible. Elle peut être envisagée durant les années primaires quand les élèves apprennent à compter.
3. Il faut l'inclure tout au long du curriculum et non pas à un stade unique.
4. Il faut s'y intéresser tout au long du curriculum, dans différentes années d'études.
5. Nous devons mesurer le progrès et nous tenir responsables à notre propre égard.
6. Il faut un leadership pour stimuler l'engagement des parties intéressées.
7. Nous devons optimiser l'usage de la technologie.

Nos normes culturelles ont complètement changé ces 20 dernières années. Le taux d'épargne était de 11 pour cent. Aujourd'hui, il se situe entre un et quatre pour cent. Ce n'est pas qu'une question d'information. C'est aussi la façon dont nous diffusons l'information. En 2013, 66 pour cent de la navigation sur le Web se fera sur des appareils cellulaires. Les jeunes d'aujourd'hui sont la première génération à avoir été exposée aux médias sociaux dès le début de leur vie.

Funny Money introduit des comédiennes et des comédiens de renom dans les écoles pour parler de crédit, de dette et d'investissements. Ce programme s'appuie sur des animations technologiques (médias sociaux), des trousseaux pédagogiques et un site Web. Les élèves n'ont pas beaucoup d'argent. Ils n'ont pas encore de cartes de crédit. Ils apprennent en quoi consistent le crédit, la trésorerie et l'épargne. L'information est réduite au minimum de ce qu'ils doivent savoir. Elle a été téléchargée 40 000 fois. Trois éléments sont à la base du succès du programme :

- la pertinence de l'information;
- la communication du message;

- le soutien en ligne et dans les médias sociaux.

La recherche prouve l'efficacité du programme en matière d'attention et de diffusion. Il est réservé six mois à l'avance et il y a une attente de deux ans pour les visites répétées. Ce programme primé est très connu à l'étranger. Il est devenu en demande avant la littératie financière. L'alimentation et le soutien de ces initiatives provinciales viennent de commencer et seront assurés en permanence. L'élaboration des outils et du contenu de nos programmes continuera à être fortement influencée par le monde dans lequel les élèves évoluent. Le soutien du personnel enseignant est primordial. Nous continuerons à fournir la formation et les outils qui facilitent et accélèrent l'enseignement d'une matière. Nous voulons laisser libre cours à l'inspiration.

Utilisation du programme d'études pour promouvoir la littératie financière

Zenobia Omarali, Toronto District School Board

L'éducation est le commun dénominateur par excellence. Une technologie plus développée exige des compétences et des études supérieures, autant d'atouts auxquels correspond un salaire plus élevé. La déréglementation des services bancaires d'investissement a augmenté les options d'investissements. Aujourd'hui, pour bien gérer ses finances personnelles, il faut des compétences financières plus développées. Aussi certaines personnes ont-elles besoin d'un niveau supérieur d'éducation financière. Des bases solides en littératie financière se répercuteront sur votre qualité de vie, ceci tout le reste de votre vie.

L'éducation à la littératie financière est intégrée dans le curriculum élémentaire et secondaire. Il n'y a pas de cours spécialement consacrés à la gestion des finances personnelles. Un sondage réalisé par Youthography en 2009 a révélé les faits suivants :

- 38 pour cent des élèves s'estiment prêts à gérer leur argent au terme de leurs études;
- 57 pour cent pensent que les écoles devraient leur fournir plus d'information sur la gestion de l'argent;
- les élèves estiment avoir peu de connaissances sur les sujets liés aux finances.

Il existe un certain nombre de cours interdisciplinaires conçus et pilotés par du personnel enseignant. Le Curriculum de l'Ontario précise les attentes des cours de littératie financière dans chaque matière. Nous voulons que les élèves soient en mesure de prendre des décisions financières en toute confiance et de manière compétente, par exemple comprendre la différence entre le salaire brut et le salaire net.

Nous avons eu des partenariats durables avec des organismes tels que Junior Achievement. Le programme de cette société, dans lequel les élèves conçoivent, organisent et exploitent une véritable entreprise, est très populaire. Il existe également des partenariats avec le Fonds pour l'éducation des investisseurs, Credit Canada et la Fondation canadienne d'éducation économique. Des clubs de littératie financière ont également été mis en place dans les écoles. Le programme « Developing Excellence

Celebrating Achievement Ontario » (DECA) est ouvert à tous les élèves et leur permet d'expérimenter sur le tas en participant à des concours de marketing, de finances et d'entreprises.

SAGE offre aux élèves l'occasion de participer à des concours d'équipes entrepreneuriales avec une emphase sur la conception d'entreprises et de services communautaires socialement responsables. Il y a aussi un certain nombre de concours co-pédagogiques.

- L'Ontario Business Educators Association organise des concours dans différents domaines, dont la comptabilité, l'entrepreneuriat, le commerce international, ainsi que les sports, le divertissement et la modologie.
- L'Université du Nipissing organise le Stock Market Challenge, une simulation de marché boursier en temps réel.
- Le Fonds pour l'éducation des investisseurs organise le Saving and Investment Challenge ainsi que le concours Financial Securities Portfolio.

L'argent – nous le savons bien – ne pousse pas dans les arbres. Les études secondaires sont gratuites, mais pour les études postsecondaires, il faut payer. Ce qui fait pencher la balance en matière de littératie financière, c'est le coût des études postsecondaires.

Nous créons une culture de sensibilisation à la littératie financière. Le cours « Economics of Life » aborde le coût financier des études postsecondaires et la psychologie couvre la conscience de soi chez les élèves. Le levier de littératie financière de la Georges Vanier Secondary School comprend Twitter, une application qui permet d'accéder au formulaire du RAFEO, des webinaires, des blogues, des calculateurs financiers en ligne, des discussions sur le Web et en personne dans le service d'orientation.

La littératie financière est une compétence permanente essentielle. Il faut équilibrer la théorie avec les compétences pratiques. Tant qu'ils n'ont pas atteint le point de bascule, les élèves ignorent ce qu'ils ne savent pas. Ils apprennent et gardent en mémoire ce qu'ils apprennent tant que les devoirs se rapportent à la réalité. Les enseignantes et les enseignants n'ont pas tous la même expérience de l'enseignement de la littératie financière. Il faut concevoir des ressources en littératie financière qui s'appuient sur la technologie multimédia d'aujourd'hui pour engager les élèves. Nous devons adopter une approche hybride pour combler les lacunes en littératie financière en élaborant un cours sur les finances personnelles qui reliera tous les éléments.

Utilisation du programme d'études pour promouvoir la littératie financière

Bill Schoenhardt, York Region District School Board

Si vous pensez que l'éducation coûte cher, imaginez l'ignorance. La littératie financière forme un grand vide. On commence seulement à s'y intéresser. Le concours de finances personnelles du *Globe and Mail* a donné aux élèves de 12^e année le goût de lire le journal. La plupart des élèves ignorent tout :

- de la valeur de l'argent;

- des taxes;
- de leur potentiel de gain futur;
- du rendement nominal et du rendement réel;
- des bonnes et des mauvaises dettes;
- du crédit;
- de la valeur de rendement de l'argent;
- des services financiers de base;
- du consummateurisme et de l'autodiscipline.

J'ai travaillé avec Zenobia pour élaborer un curriculum de littératie financière. Nous avons travaillé en partenariat avec le Fonds pour l'éducation des investisseurs, l'Ontario Business Educators Association, le Toronto District School Board et le York Region District School Board pour intégrer une unité sur la littératie financière dans le cours « Introduction to Business » de 10^e année. Elle s'inscrit dans les cinq unités du cours exploratoire. Elle pourrait à elle seule former un cours; le contenu est largement suffisant pour cela. Il y a aussi un vaste champ pour d'autres cours. En ce moment, 35 pour cent des élèves prennent cette unité.

Les devoirs et la méthodologie se résument à une bonne pédagogie. L'important dans les études de commerce est de s'appuyer sur la réalité et l'actualité. Nous faisons venir des conférenciers de TD Canada Trust. Les élèves dressent leur budget personnel dans la section « You're Going to Queen's ». Ils interviewent des professionnels pour savoir ce qu'ils font et quelle est leur place sur l'échiquier financier. Il est important de rester à jour, de se tenir au fait de l'actualité et d'utiliser les valeurs d'aujourd'hui. Par exemple, ces deux dernières semaines, nous avons parlé de Research in Motion (RIM) et de la valeur journalière de ses actions. Le secteur des affaires est en constante évolution.

Dans la section sur la responsabilité sociale d'entreprise et la gouvernance d'entreprise, nous examinons des compagnies réelles. La classe assistera à l'assemblée générale annuelle de Loblaws. Nous nous servons également de concours et de simulations, par exemple le concours Sprott Business Competition de l'Université Carleton et l'Investopedia Stock Simulator. Nous devons nous concentrer sur les questions d'actualité, les nouvelles du jour. Nous devons aussi permettre aux élèves de décrypter l'information qui leur est donnée. Ils ont besoin de comprendre ce qui figure sur leur relevé de compte Visa ou sur leur relevé de fonds communs de placement. Ils ont besoin de comprendre :

- la valeur de rendement de l'argent pour éventuellement éliminer leurs dettes;
- l'intérêt nominal et l'intérêt réel;
- les ressources, l'analyse des valeurs à revenu fixe;
- les fonds communs de placement et les instruments d'épargne quotidiens;

- les stades de la vie;
- le risque et le rendement;
- les bonnes et les mauvaises dettes;
- la consommation;
- la gouvernance d'entreprise et la responsabilité sociale;
- quelles sont les sources d'information;
- l'importance de l'éducation permanente.

J'aimerais voir un investissement judicieux dans l'éducation à la littératie financière dans les écoles, une base de mathématiques dans de nombreux cours d'études sociales, un nouveau cours de base, ainsi que la diffusion et la formation du personnel enseignant.

Q/R :

Quel rôle imaginez-vous pour les écoles, les collèges et les universités dans l'élaboration de cours de littératie financière?

Tom : Il est clair que ce n'est pas que l'affaire des établissements d'enseignement. Nous devons intégrer l'enseignement à domicile. Nous devons adopter une approche intégrée avec le corps enseignant et les parents, le gouvernement, l'Agence de la consommation en matière financière du Canada (ACFC) et une foule d'organismes. Nous devons aborder cette question chacun à notre manière. Si des élèves reçoivent un prêt du RAFCO, ils sont en droit de s'attendre à comprendre comment le prêt fonctionne.

Zenobia : L'apprentissage par l'expérience est si important. Les élèves ne peuvent pas apprendre dans le vide. Ils doivent pouvoir rentrer chez eux avec des renseignements pertinents.

Bill : Les ressources professionnelles ou spécialisées ajoutent un nouvel élément qui enrichit tellement l'apprentissage. Ne pas les utiliser, c'est couper la branche sur laquelle nous sommes assis.

Il existe une variété de nouvelles initiatives gouvernementales. Pouvez-vous parler un peu de ces avantages et de ces pièces manquantes?

Bill : Tous les élèves auront un jour une carte de crédit. C'est bien, tant que ce n'est pas pour payer une pizza à 400 \$. Ils doivent savoir comment utiliser ce crédit adéquatement. Peu d'élèves pourraient être propriétaires d'une maison sans avoir accès à un crédit convenable. À l'école secondaire, nous devons assumer un mandat plus dirigiste. La littératie financière est une chose parmi tant d'autres. La géographie, la santé et la nutrition – il est difficile de dire ce qui importe le plus.

Tom : L'une des plus grandes lacunes sur lesquelles nous devons nous pencher est le marché libre. Il y a eu de nombreux changements ces 20 dernières années. Résultat : nous faisons confiance aux

institutions financières comme à un service public. À l'échelle fédérale, certains changements apportés aux règles qui régissent les cartes de crédit et les hypothèques sont positifs. Les gens doivent pouvoir commettre des erreurs mais en comprendre les implications financières. Nous devons examiner les modalités et les règles selon lesquelles nous offrons nos produits.

Zenobia : La littératie financière est une notion qu'il est important de comprendre. Les élèves doivent la comprendre et la mettre en pratique.

Comment voyez-vous le lien entre la littératie financière et la réussite pour tous les élèves?

Bill : La littératie financière est aussi inhérente au succès de l'élève que les autres activités d'autogestion de base telles que la santé et ce que nous mangeons. Il importe que les éléments co-pédagogiques restent réels et actuels. La littératie financière est une aptitude à la vie quotidienne qui doit aussi être enchâssée dans les études interdisciplinaires. On ne peut pas s'attendre à ce que les élèves réussissent s'ils ne s'engagent pas. L'argent est ce qui stimule les jeunes. C'est important.

Tom : L'innovation dans la matière enseignée et le soutien consacré à l'enseignement est d'une importance cruciale si nous voulons que nos élèves restent engagés.

Zenobia : L'éducation sert de commun dénominateur. Le coût de l'éducation est le point de bascule qui règle la façon dont les élèves planifient.

Le vendredi 4 novembre 2011 | Discours thème du déjeuner

Économie comportementale et bien-être financier

Dilip Soman, Université de Toronto

Je suis un économiste du comportement. J'étudie l'économie à partir du comportement humain. Combien dois-je mettre de côté pour ma retraite? L'hypothèse du cycle de vie de la théorie du consommateur peut vous aider à répondre à cette question et prévoir combien de temps vous vivrez, vos revenus, le nombre d'enfants que vous aurez, si vous serez en mesure de subvenir à leurs besoins, l'âge de votre mort, le taux d'escompte, etc.

Il est toutefois difficile de faire des prédictions. Selon le livre *Nudge*, il existe deux types d'entités : les économistes qui prédisent l'avenir et qui peuvent faire avec justesse des calculs complexes et les êtres humains, comme vous et moi, qui faisons souvent les choses « parce que ». Les émotions sont un véritable fléau. L'économie est une science – elle est détachée et rationnelle. Nous avons cependant besoin d'une science qui reconnaît qu'un système économique est formé d'êtres humains, qui eux ne sont pas détachés et rationnels.

Les économistes deviennent plus intelligents. Ils calculent à la vitesse de la lumière. Ils sont super intelligents, mais les gens sont erratiques. Il existe une théorie de l'effet de compromis. Il vous suffit d'entrer dans un café quelconque pour voir que l'on y offre trois grandeurs de tasse : petite, moyenne,

grande. Soixante-dix pour cent des buveurs de café choisissent la taille moyenne. Lorsque j'étais professeur de marketing à Stanford, j'ai étudié le phénomène. J'ai demandé à des clients qui quittaient le café, pourquoi ils avaient choisi une grandeur particulière. Leur réponse : c'est exactement la bonne quantité. Nous avons demandé au commerce d'ajouter deux onces à chacune des grandeurs et les gens ont continué de choisir la tasse moyenne. L'environnement nous fournit de l'information sur nous-mêmes et nous mettons cette information en contexte. Je n'aime pas les extrêmes – je choisis le milieu.

Je fais le plein d'essence au même endroit depuis des années. Un jour, j'ai vu annoncer de l'essence à indice d'octane de 94. La plupart des voitures ont besoin d'un indice de 90 ou de 91. Pourquoi continue-t-on de vendre de l'essence ayant un indice aussi élevé alors que les voitures n'en ont pas besoin? Les moteurs d'avion ont besoin d'un indice d'octane de 94. Les gens qui achetaient de l'essence à indice d'octane 89 ont grimpé à 91 une fois l'indice 94 introduit. Tout-à-coup, on pouvait choisir 91. Un tel phénomène est une source de pouvoir : peu importe ce que vous voulez vendre, offrez deux options, l'une bon marché de moindre qualité et l'autre plus dispendieuse et, donc, meilleure pour certaines personnes.

Les gens ne savent pas qu'elle est leur préférence; ils la supposent. Johnson et Goldstein (2003) ont étudié la question des dons d'organes dans différents pays. Ils ont constaté que les taux du Danemark, des Pays-Bas, du Royaume-Uni et de l'Allemagne étaient très bas. Les taux de la Suède, de l'Autriche et de la Hongrie étaient les plus élevés. Ils ont constaté que le processus de don d'organes des pays où les taux sont faibles était compliqué. Un agent devait trouver le formulaire d'immatriculation du véhicule que les gens devaient remplir et poster au bureau d'immatriculation qui leur renvoyait un formulaire – un processus compliqué et interminable. En Hongrie, où le taux est de 99,97 %, on suppose que les gens feront don de leurs organes. Les personnes qui ne souhaitent pas donner leurs organes doivent se retirer du processus.

Lorsqu'une option par défaut différente est établie, une norme différente est créée. Les gens utilisent l'information contenue dans leur environnement pour construire leurs propres différences. Un léger changement peut occasionner des différences énormes dans les préférences. Le changement du biais par défaut du statu quo peut influencer sur la façon dont les gens choisissent ou refusent une option. Lorsque j'ai quitté Hong Kong pour le Canada, je me suis aperçu que je recevais davantage de courrier poubelle. Il y avait sur la demande de carte de crédit canadienne une section où je pouvais refuser de partager mon adresse, tandis qu'à Hong Kong, je devais choisir, en apposant ma signature, de recevoir du courrier poubelle.

Il y a une différence dans la façon dont les gens pensent à l'argent et la façon dont ils la dépensent selon qu'elle est le fruit d'un dur labeur ou qu'ils la reçoivent en cadeau. Lorsque les gens font de la comptabilité mentale, ils catégorisent et dépensent l'argent selon des « cadres étroits ». Ils utilisent par exemple des remboursements d'impôt pour acheter des choses qu'ils se refuseraient avec leur salaire – des vacances, une nouvelle auto, des massages.

Voici un autre exemple, si vous perdiez un billet de concert qui vous a coûté 100 \$, en achèteriez-vous un autre? La recherche démontre que 17 % des gens seulement en achèteront un autre. Si toutefois, en vous rendant au concert, vous perdez 100 \$, achèterez-vous un billet? Quatre-vingt-dix pour cent des gens en achèteront un. La différence entre les deux scénarios étant le moment où la perte se produit : avant ou après l'achat du billet.

Les gens se comportent comme des comptables. Ils établissent un compte mental. Le comptant provient du compte de dépenses générales. La façon dont les gens qualifient l'argent a des répercussions profondes sur leur façon de la dépenser. L'argent déposé dans le compte d'épargne-études de leurs enfants ne sera pas dépensé pour acheter une auto. Cela s'explique par l'aversion aux pertes : la douleur que provoquent les pertes est supérieure au bonheur occasionné par les gains.

En 1996, je vivais à Hong Kong. Un vendeur de tapis s'est présenté chez-moi à 8 h un samedi. Il m'a demandé si je voulais voir des tapis et je lui ai répondu : « Bien sûr, je veux en voir deux » Je devais épargner le plus d'argent possible. L'un des deux était un tapis de soie indonésien. Il était très beau mais je n'en voulais pas.

« Voilà ce que je peux faire pour vous. Je vous laisse le tapis pendant deux semaines et si vous n'en voulez pas à la fin des deux semaines, je le reprends sans poser de questions. » Je suis alors allé à mon ordinateur et j'ai rédigé une entente qu'il a signée. Deux semaines plus tard, il est revenu. Je ne voulais pas garder le tapis. Le vendeur n'a fait aucune opposition. Il a roulé le tapis et est parti. Mais ce tapis m'a manqué. Ma femme avait acheté des coussins et d'autres accessoires qui allaient bien avec. J'ai presque rappelé le vendeur. Deux semaines auparavant, le tapis était un gain. Maintenant, c'était une perte, ce qui faisait croître les possibilités que je l'achète. Les entreprises de câblodistribution utilisent à merveille ce concept.

Puis, on peut parler de l'effet « oui ... zut ». Il y a six mois, j'ai accepté de participer à cette conférence. Hier, après six heures d'enseignement et quatre réunions, je me suis dit : « Pourquoi nom d'un chien, ai-je accepté? » L'avenir est toujours préférable au présent; c'est pourquoi la plupart des machines à exercice ne sont plus utilisées après deux mois.

La régularité de l'exercice ne compte pas autant dans la quantité d'exercice que font les gens que la façon dont ils paient leur abonnement au gymnase. Durant les deux premières semaines de janvier, il y a foule. En février et en mars, le nombre diminue. En juillet on y voit encore moins de monde. Il y a cependant une reprise en novembre, parce que les gens qui paient annuellement reçoivent leur avis de renouvellement. Les abonnées qui paient tous les mois sont plus assidus. La tarification peut affecter le comportement.

Je vous donne un autre exemple. Seulement 12 % des participants à un régime de santé ont subi le bilan de santé annuel couvert par leur régime. Les administrateurs souhaitaient augmenter ce pourcentage. Ils ont donc divisé les membres en deux groupes – le premier groupe a reçu de l'information sur le coût

annuel du régime et sur la portion de ce coût affectée à l'examen annuel. Les participants ayant reçu cette information étaient six fois plus susceptibles de subir un examen. Lorsque l'on a appelé au hasard des personnes appartenant à ce groupe pour fixer un rendez-vous, le nombre de personnes qui se sont présentées pour un examen a quintuplé. D'autres n'ayant pas reçu l'information ne croyaient pas qu'il était urgent de prendre rendez-vous aujourd'hui – elles ne s'y étaient pas préalablement engagées.

Avez-vous déjà envoyé un courriel pour le regretter dès que vous avez appuyé sur le bouton? Google Labs permet l'application d'un mécanisme d'autocontrôle, qui vous laisse le temps de faire un calcul mathématique d'environ une minute avant que le courriel ne soit envoyé. Le coup de coude est tout aspect d'une architecture de choix qui modifie le comportement des gens d'une manière prévisible sans interdire d'options ou changer significativement leurs incitations économiques.

Qu'est-ce que cela signifie dans le contexte d'un budget ou d'une discussion sur l'épargne-études? Comment changer le comportement? D'abord, il faut reconnaître qu'un problème existe. Les gens ont le choix d'ouvrir un compte d'épargne? L'éducation joue un rôle très important à cette étape. Ensuite, il faut agir. La troisième étape est celle de la tenue du compte, de sa croissance. Encore une fois, l'éducation joue ici un rôle très important. Pour certaines personnes, qui n'en ont pas, l'ouverture d'un compte bancaire est un embêtement, elle représente trop de travail. Cela les rend mal à l'aise. Seulement 11 % des participants à un atelier ont ouvert un compte. Cependant, lorsque durant ce même atelier on a remis aux mêmes personnes un formulaire sur lequel il suffisait de cocher « Oui, j'ai l'intention d'ouvrir un compte », 63 % ont coché cette option.

Selon le programme d'épargne *Save More Tomorrow* (épargner davantage demain), les employés sont automatiquement inscrits et doivent choisir de ne pas participer. Les épargnes sont liées aux augmentations salariales. Un pourcentage prédéterminé des augmentations salariales est versé dans un compte distinct et, par conséquent, tous y participent. C'est une belle histoire de comptabilité mentale. Le sentiment de perte se produit lorsque je renonce à une chose à laquelle je suis habitué. Toutefois, dans le cas du programme *Save More Tomorrow*, je ne la vois jamais. Il s'ensuit que je suis moins enclin à retirer mon argent.

Lorsque vous devez exécuter une tâche cette semaine même, vous êtes plus susceptible d'y travailler maintenant. Nous planifions une semaine à la fois, un mois à la fois. En Inde, le gouvernement a annoncé qu'il versera un montant correspondant à 20 % des épargnes des gens qui ouvriront un compte d'épargnes-études qui contiendra 5 000 roupies avant la fin des six premiers mois. La date limite s'appliquant aux comptes ouverts en juin 2010 étant décembre et janvier 2011 dans le cas des comptes dont l'ouverture a été retardée à juillet. Les taux de participation sont très différents. La plupart des gens voulaient participer à cette initiative durant l'année en cours. Seulement 8 % ont choisi de ne s'y inscrire qu'en juillet, pour la prochaine année. La sensibilisation aide à convaincre les gens de la nécessité d'épargner. La plupart ont compris le contenu du séminaire, sans toutefois changé de comportement.

Jetons un coup d'œil à la théorie des décisions. Vous achetez un format géant (contenant douze tasses) de maïs soufflé. La plupart des gens le finissent durant le film. Si l'on divisait la même quantité en six sacs, en mangeriez-vous autant? Vous prenez la décision de consommer – je vais manger du maïs soufflé. Le contenant est là devant vous et vous le finissez. Si vous aviez devant vous six sacs, vous devriez chaque fois décider d'ouvrir ou non le prochain sac. Plus il y a de points de décision actifs, plus vous avez la possibilité de changer d'idée.

En Inde, la répartition de l'argent entre différentes enveloppes incite les gens à l'épargne. Le fait de donner un nom à l'argent change le comportement. Dix pour cent des personnes ont mis de l'argent dans une enveloppe marquée épargne. Les taux d'épargne ont soudainement doublé lorsque les gens devaient mettre de l'argent dans des enveloppes affichant des photos de leurs enfants.

Puis des enveloppes de plastique que l'on ne pouvait ouvrir en les déchirant ont été utilisées. Certaines étaient perforées du côté gauche tandis que d'autres l'étaient du côté droit et affichaient des photos de leurs enfants. Aucun parent ne voulait déchirer la photo de ses enfants. Ce que l'Inde a fait : elle a injecté une dose d'émotion dans l'architecture de choix en complément aux programmes d'alphabétisation.

Il s'agit d'une nouvelle science. Les règles pratiques sont encore très générales. Une chose est claire : il faut aider les gens pour qu'ils agissent. Nous disposons de nombreux exemples de réussites locales. Nous devons en généraliser l'application.

Q/R :

Quelle relation faites-vous entre la dette étudiante et les cartes de crédit?

L'économie du comportement change la nature de la demande et de l'offre. Le geste de payer comptant est une transaction saillante mémorable. Par contre, lorsque l'on demande aux gens le montant qu'ils porteront à leur carte de crédit au cours du prochain mois, 99 % le sous-estiment. Le problème devient encore plus grave avec la carte de débit. La plupart des gens paient leur électricité par prélèvement direct et ne voient pas les augmentations de prix. Ce qu'il nous faut, c'est une application qui nous envoie le montant total chaque fois que nous utilisons notre carte.

Je travaille dans le domaine de l'éducation et des politiques. Le gouvernement joue au plus fin en essayant de manipuler le comportement. Comment pouvons-nous amener les jeunes à faire ce qu'ils devraient faire?

Dans notre monde, nous subissons les manipulations et les influences du contexte. Les détaillants nous manipulent constamment pour que nous achetions des choses. Nous avons le droit de ne pas le faire. Nous devons nous donner un coup de coude pour commencer à faire ce que nous devrions faire de

manière à créer une motivation personnelle. Laissez-les faire ce qu'ils veulent faire. Voulez-vous épargner? Alors, voici un programme.

Et les modifications à long terme du comportement?

Les populations doivent se convaincre elles-mêmes de leur capacité d'épargner. Elles ne croient pas pouvoir le faire. Six mois après le retrait des dimensions « coup de coude », elles continuent d'épargner.

Séance 4A | Épargner pour les EPS : sensibilisation

SmartSAVER

May Wong, Omega Foundation

Smart Saver est le plus récent programme de l'Omega Foundation, qui offre des services financiers aux Canadiennes et aux Canadiens à faible revenu pour accéder à l'autonomie.

Les REEE ont été mis en place en 1974. Ces régimes d'épargne exempts d'impôt sont offerts par un éventail de fournisseurs, ils sont nombreux et les genres de placement et les coûts varient. Pourtant, les jeunes issus de familles gagnant moins de 40 000 \$ par an n'en profitent pas vraiment.

Le gouvernement a donc mis en place la Subvention canadienne pour l'épargne-études, qui a son égale provinciale, de même que le Bon d'études canadien pour les familles qui reçoivent le Supplément de la prestation nationale pour enfants. C'est vraiment de l'argent qui est donné aux familles; il leur suffit de créer un compte pour le recevoir. Le problème, c'est que dès que le gouvernement parle d'« argent donné », nous sommes sceptiques. En 2008, seule une famille sur six a profité de l'aide offerte.

L'Omega Foundation a fait des recherches à l'échelon local pour voir ce qui pourrait amener plus de familles à profiter de l'aide offerte. Nous avons travaillé avec le Working Women Community Centre pour mener une recherche restreinte; nous avons embauché des « animateurs », des parents invités à parler à d'autres parents dans trois collectivités pour savoir ce qu'ils savent de ce bon d'études.

Nous avons appris que de nombreux parents veulent que leurs enfants aient un grade universitaire, même lorsqu'eux n'en ont pas. Le taux d'intention de participation à des programmes d'études postsecondaires est donc élevé. Les parents veulent épargner pour les études de leurs enfants. Même des épargnes modestes augmentaient les chances des élèves de terminer leurs études secondaires. Si l'élève se pose la question « Est-ce que je devrais? », nous avons appris qu'il est possible de l'amener à se demander plutôt « Qu'est-ce que je devrais étudier? »

Le faible niveau de connaissance est un obstacle. Moins de 10 pour cent des familles connaissaient le BEC (Bon d'études canadien). Le gouvernement fédéral, pour mieux faire connaître le BEC, a envoyé des lettres personnalisées aux familles admissibles. Les parents ont jeté les lettres.

Il y a aussi d'autres obstacles : une mauvaise connaissance du choix de produits, par exemple. Les REEE diffèrent d'un fournisseur à l'autre et les parents ont jugé plus utile ne pas s'engager que de faire le

mauvais choix. Le processus en plusieurs étapes est intimidant. L'immatriculation aux assurances sociales constitue la première étape et requiert une interface avec le gouvernement.

Enfin, les informations données sur le coût des études postsecondaires divergent. Les travailleurs communautaires sont aussi perplexes à cet égard que le reste de la population. Parler d'argent avec les familles est difficile.

Le programme Smart Saver se concentrait sur le Bon d'études canadien à travers une approche en trois volets :

1. accroître le niveau de connaissance en fournissant des informations qui seront comprises;
2. accroître l'acceptation en dissipant les mythes et en développant la confiance;
3. accroître le nombre de familles profitant de l'aide offerte en favorisant l'action.

Pour élever le niveau de compréhension, un site Web a été aménagé en 16 langues. Les 16 portails du site fournissent des explications claires et exactes dans un langage simple sur le fonctionnement du BEC. Pour augmenter le taux d'acceptation de cette aide, le programme a offert une formation de base sur les REEE pour le secteur communautaire. L'intervention des autorités a permis aux parents d'obtenir des renseignements sur le BEC auprès de sources fiables. Nous avons développé la confiance en travaillant avec les collectivités. Les responsables de 14 groupes culturels ont été présentés en vidéo où chacun a parlé de l'importance de l'épargne; des champions locaux ont été représentés sur des affiches pour renforcer l'importance de l'inscription. Nous avons travaillé à favoriser l'action en collaborant avec des institutions financières à des communiqués d'une page qui ont servi à la fois au marketing et à la formation et qui ont été utiles aux parents ainsi qu'au personnel de première ligne de différentes succursales bancaires. Nous avons travaillé pour éliminer l'information conflictuelle sur les options offertes et, à cette fin, préparé une feuille de renseignements en partenariat avec le Plan fiduciaire canadien de bourses d'études, qui propose un produit n'exigeant aucune contribution. Nous avons travaillé à réduire le facteur d'intimidation en partenariat avec Service Canada pour faciliter la tâche aux travailleurs mobiles qui souhaitent procéder à leur immatriculation aux assurances sociales dans les écoles locales.

Les résultats en 18 mois montrent 1,3 million d'appels de fichiers reçus de 469 collectivités dans le site Web; 4 000 parents et membres du personnel ont été formés dans 450 organismes communautaires. Les premiers résultats sont prometteurs : 10 000 bons inscrits en 2010.

Bien que nous soyons prudemment optimistes, près de 80 pour cent des personnes qui ont droit au BEC ne l'ont toujours pas. Il faut un effort ciblé et plus soutenu pour que ces élèves reçoivent leur BEC. Nous continuerons à le faire mieux connaître, à augmenter son acceptation et à faciliter cette démarche.

Épargner pour les EPS : sensibilisation

Fairy Wong, Career Trek (programme « Children Rising »)

Le programme « Children Rising » cible les jeunes des régions rurales et les jeunes Autochtones du Manitoba. C'est un programme qui n'en est qu'à ses débuts. Il a été conçu pour éliminer la difficulté des élèves à couvrir les coûts de leurs études postsecondaires quand ils n'ont pas fait d'économies préalables et qu'ils n'ont qu'une connaissance limitée de l'aide financière disponible. Nous savons que

l'efficacité du programme exigeait qu'il soit holistique, axé sur le rendement, accessible, fondé sur l'expérience et qu'il devait commencer tôt et inclure la famille.

Grâce à ce programme, nous disons aux élèves et à leur famille « Nous croyons en vous ». Chaque jeune qui termine la première année du programme reçoit la bourse Bright Futures du Manitoba; d'autres bourses d'études sont offertes par la Fondation fiduciaire canadienne de bourses d'études.

Notre plan consistait à aider les familles à investir les fonds reçus à titre de bourse d'études et à accéder à l'aide financière, à accroître leur connaissance des ressources financières et à mettre en place l'éducation financière. Les difficultés ont été nombreuses. Bon nombre d'élèves n'avaient pas les pièces d'identité essentielles. Les familles avaient une connaissance limitée de l'aide financière et des ressources disponibles et sous-estimaient le coût des études postsecondaires ou surestimaient la contribution que la bande pouvait apporter. Il a fallu surmonter la complexité des formulaires et du processus, ainsi que le manque de vocabulaire financier et de compréhension des concepts financiers.

Pour nous, il était clair, lorsque nous avons aménagé le programme, qu'une approche grand public ne convenait pas. Nous voulions aussi protéger l'investissement initial qui a été fait au nom de l'élève. Et nous devons gérer la charge administrative. Notre stratégie consistait à :

- commencer tôt (à l'âge de 10 ans);
- donner un espoir de réussite;
- engager la collectivité – tous les jeunes admissibles ont fait une demande de BEC;
- être pilotée par la collectivité et axée sur celle-ci;
- aider les participants à comprendre le système actuel en partageant et en simplifiant l'information et en leur fournissant une aide sur place pour remplir les demandes;
- prendre en charge une part des coûts liés à la demande (p. ex., le coût de l'acte de naissance);
- tisser des liens avec les fournisseurs de services financiers (p. ex., des banques locales envoient des représentants parler aux familles);
- impliquer la collectivité dans le processus décisionnel et continuer à la consulter pour nous assurer de lui fournir ce dont elle a besoin.

Nous voulons une initiative durable. Si le programme Career Trek est radié de l'équation, la collectivité peut continuer avec le programme.

Q/R :

Comment le gouvernement s'y prend-il pour canaliser les efforts que vous avez déployés à l'échelon communautaire et pour appuyer la collectivité? Quels sont les éléments porteurs de résultats?

May : Il faut tirer parti des pratiques exemplaires. Il nous faut une trousse de ressources pour les collectivités, décomposer les étapes de la marche à suivre pour passer le mot. À Toronto, l'Omega Foundation fait intervenir autant d'acteurs que possible. Nous travaillons avec les fournisseurs de REEE pour éliminer les formalités administratives et permettre aux gens de prendre une décision quand ils se

demandent « Ai-je les moyens? » Nous utilisons des moyens électroniques autant que possible pour que chaque citoyen, aux quatre coins du pays, puisse accéder à l'information et participer à des webinaires.

Assurément, si les pays peuvent avoir la possibilité de dire non au don d'organes, nous pouvons en faire autant pour promouvoir les études postsecondaires.

May : Pourquoi ne pas nous tourner vers les entreprises pour de l'aide? Par exemple, faisons inscrire des messages au dos des boîtes de céréales. Il est difficile de transmettre des messages aux parents par l'entremise du milieu de l'enseignement quand, à la maison, ils ont de la peine à joindre les deux bouts.

Y a-t-il une trousse de ressources qui peut servir lors de la soirée d'information et de rencontre avec les parents à l'école?

May : L'Omega Foundation a conçu des outils dont les organismes peuvent se servir.

Les banques jouent un rôle important. De quelle façon les faites-vous participer?

May : Le gouvernement parle aux fournisseurs de REEE. L'Omega Foundation en a donc profité pour satisfaire le besoin de nos parents d'avoir du matériel rédigé en langage simple. La plupart des familles à faible revenu ne savaient même pas que les banques fournissaient des REEE. Le BEC représente qu'une petite partie des activités des banques. Les REEE ne dépassent pas 50 000 \$, ce qui représente un petit marché pour les banques; le BEC est destiné aux ménages à faible valeur nette et ne dépasse pas 2 000 \$, ces programmes n'étaient donc pas considérés en priorité par les banques. L'Omega Foundation a procédé de banque en banque, de siège social en siège social; nous avons parlé de la possibilité de saisir pour ces familles tout l'argent que le gouvernement fédéral est heureux de donner. Lentement mais sûrement, nous avons travaillé avec elles pour préparer la documentation. Les gens peuvent encore, à ce jour, entrer dans n'importe quelle succursale et ne pas obtenir les réponses qu'ils cherchent à propos du BEC. Pour les parents, cette documentation sert d'entrée en matière auprès des banques.

Pourquoi ne pas avancer tout simplement l'argent aux jeunes qui ont déjà commencé leurs études postsecondaires?

May : L'Omega Foundation souhaite développer la capacité dans la mesure où le taux de participation des élèves à faible revenu n'est pas ce qu'il devrait être. Il serait moins avantageux pour ces élèves de débloquent les fonds maintenant que de commencer aujourd'hui à épargner pour les études postsecondaires. Nous pensons que ceci accroîtra le taux de participation des élèves marginalisés. Lorsqu'ils auront entamé leurs études postsecondaires – nous sommes tous d'accord – les fonds pourront être débloqués.

Y a-t-il des différences dans la tactique que vous employez pour approcher la communauté autochtone?

Fairy : L'approche que nous avons adoptée consiste à commencer à l'échelon communautaire et à rencontrer les responsables. Nous avons appris que le processus qui consiste à engager la communauté dans la discussion est très important. Le cercle de partage est important aussi parce qu'il reconnaît et met en pratique cet aspect de la culture. Le fait d'être égaux dans le processus aide à faire évoluer les programmes. Nous considérons les parents comme des partenaires égaux.

Que pouvons-nous faire pour aider les gens à obtenir de l'argent à l'avance et, donc, à contracter moins de dettes? Quels obstacles et quels avantages y a-t-il à l'inscription automatique?

May : L'Omega Foundation ne connaît pas les obstacles à l'inscription automatique. Le registre des nouveau-nés permet d'obtenir plus facilement un acte de naissance et un numéro d'assurance sociale (NAS) et il facilite la demande de prestation pour enfants. De plus en plus de nouveau-nés ont leur propre NAS. Selon les idées reçues, nous n'en avons pas besoin avant de commencer à travailler; c'est faux, nous en avons besoin pour profiter de nombreux avantages. Pour obtenir un NAS, il faut un acte de naissance et, dans certaines provinces, il faut payer pour se le procurer. Nous nous sommes inspirés du fonds en fiducie pour enfants qui a été mis en place au Royaume-Uni et qui par son approche de l'inscription automatique encourage également l'initiative parentale. Les parents étaient avisés que leurs enfants avaient droit à une somme d'argent et ils avaient 12 mois pour contacter le fournisseur de leur choix. Après 12 mois, c'est le gouvernement qui inscrivait les enfants, assurant ainsi leur protection si les parents n'agissaient pas. Tous les enfants sont donc couverts, comme le veut l'objectif final. En donnant aux parents une première chance, le gouvernement a obtenu un taux d'inscription par les parents de 75 pour cent. Nous sommes bien loin du compte. L'Omega Foundation serait ravie de voir ce genre d'approche.

Quel succès l'initiative Career Trek a-t-elle eu? Les jeunes ont-ils entrepris des études postsecondaires?

Fairy : Nous avons des chiffres sur les quatre premières années du programme. Nous savons que le nombre d'élèves qui ont entrepris des études postsecondaires est plus élevé que la moyenne provinciale. Pour le programme « Children Rising », nous constatons des augmentations dans l'inscription à l'école et les participants parlent d'études postsecondaires (dans une communauté où 1,8 élève a terminé des études secondaires). Donc, l'un des résultats fait certainement de l'éducation une priorité, un moyen d'échapper à la pauvreté et la fierté de la population locale. L'éducation financière en général est importante aussi. Quand une famille arrive à peine à joindre les deux bouts, souvent nous demandons « Comment faites-vous seulement pour engager la conversation? » En aidant les familles à voir l'importance des études postsecondaires, nous pouvons engager cette conversation et bien d'autres encore.

May : L'Omega Foundation constate, en parlant aux familles, que l'éducation est en tête de liste des priorités. Les familles qui ont moins de biens et qui touchent un faible revenu n'ont pratiquement aucun accès à des conseils financiers. L'une des solutions consiste à faire en sorte que les ménages à faible revenu, ceux qui ont particulièrement intérêt à protéger leurs biens, reçoivent des informations claires. Beaucoup n'ont pas d'amis ou de famille disposant d'informations meilleures que les leurs. Ces personnes font des allers-retours au guichet automatique mais ne sont jamais invitées à passer dans le bureau pour discuter et recevoir des conseils financiers.

Fairy : Les familles comprennent l'importance et la priorité des études postsecondaires, bien que le fait de savoir cela et ensuite de penser qu'ils n'auront pas l'argent nécessaire pour investir dans l'avenir de leurs enfants ajoute à leur frustration. C'est pourquoi il est très important pour les familles d'accéder à ce financement de démarrage. C'est un point de départ, particulièrement important d'ailleurs si elles sont en mesure de contribuer à ce fonds qui est créé pour elles.

Les familles qui ont mis en place un BEC ont-elles l'habitude d'épargner?

May : L'Omega Foundation a constaté que 94 pour cent des familles qui ont bénéficié du BEC font une contribution et que leur contribution moyenne a déjà dépassé le montant total du bon d'études.

Séance 4B | Interventions novatrices pour l'amélioration de la littératie financière

Red to Black

Sandra Huston, Red to Black, Texas Tech University

« Red to Black » est un programme d'éducation financière universitaire piloté par des étudiants de la Texas Tech University. Fondé il y a 10 ans, il utilise Internet pour diffuser de l'information, des séminaires, des ateliers, des cours, ainsi que des conseils et un encadrement financiers aux étudiants, au corps professoral et au personnel. L'idée d'offrir ce programme est venue d'une conversation au cours de laquelle, dans un parc de stationnement, le directeur du centre de responsabilité financière et le directeur des affaires étudiantes évoquaient le nombre croissant de problèmes financiers qu'éprouvent les étudiants et le fait que cette université devait refuser l'admission à 500 étudiants au semestre suivant parce qu'ils étaient incapables de payer leurs droits de scolarité.

« Red to Black » relevait autrefois d'une division des affaires étudiantes et s'inscrit à présent dans un service universitaire et de recherche : le département de planification des finances personnelles et le centre de responsabilité financière. Le succès de ce programme est attribuable à des fondations solides et à un corps professoral qui s'est investi dans le projet. Il y a au sein de l'université un ferme engagement à redonner à la population et à la collectivité en général. En 2007, il a élargi ses services de façon à y inclure le corps professoral et le personnel de l'université.

De précieux liens internes ont également été forgés dans l'ensemble de l'université avec :

- l'aide financière;
- le service des affaires étudiantes;
- le centre de mieux-être des étudiants;
- le centre d'aide à la vie sur le campus;
- la vie en résidence;
- les services juridiques aux étudiants;
- l'association étudiante;
- les séminaires pour étudiants de première année et des années supérieures;
- la faculté de droit;
- le bureau des parents;



- les organisations étudiantes;
- l'école Texas Tech des études supérieures;
- la clinique de thérapie familiale;
- le programme d'aide aux employés.

Le programme propose des services confidentiels qui s'attachent à promouvoir les comportements financiers responsables à travers la littératie financière. Des étudiants en planification financière sont formés pour offrir des conseils financiers. Un riche site Web proposant une FAQ, des feuilles de travail, des secteurs de programmes consacrés aux biographies d'étudiants et des hyperliens vers d'autres ressources ont été élaborés à www.r2b.ttu.edu.

Le programme comporte deux volets : des services axés sur le client et des services de diffusion. Les séances individuelles avec des étudiants-conseils sont centrées sur le client et axées sur la recherche de solutions. Ces séances, qui déterminent la personnalité financière du client et sa relation à l'argent, abordent les questions financières d'un point de vue holistique, sans les dissocier les unes des autres. Les services de diffusion comprennent les présentations, les ateliers et le site Web.

L'élément le plus important du programme est sa structure d'entraide. Les étudiants sont beaucoup plus susceptibles de suivre et de sentir qu'ils ont été aidés quand l'assistance leur vient de quelqu'un comme eux. Le coordonnateur du programme est un étudiant qui prend les rendez-vous et administre le site Web.

Parmi les sujets abordés, citons :

- l'élimination de la dette;
- les avantages sociaux des employés;
- la gestion de l'argent et l'établissement d'un budget;
- les finances familiales et prénuptiales;
- l'éducation sur les placements;
- la constitution du crédit;
- les dépenses postcollégiales;
- l'achat d'une maison ou d'une voiture.

Des ateliers et des discussions en petits groupes sont proposés sur des sujets d'intérêt particulier tels que les finances personnelles et la guérison de la toxicomanie. De plus, des clubs de lecture sur les finances personnelles ont été créés à la suite du programme. Les étudiants travaillent à bord de

l'autobus de l'argent (Money Bus) commandité par la National Association of Personal Financial Advisors.

« Red to Black » est financé à même ses fonds d'administration. Les locaux sont offerts gratuitement par l'université et le matériel a été reçu en don. Toute la documentation, notamment les dépliants et le site Web, a été élaborée dans le cadre de projets exécutés en classe. Les dons reçus proviennent d'étudiants qui ont travaillé au programme et de personnes qui ont obtenu son aide. De plus, l'association étudiante applique un pourcentage de ses cotisations aux coûts de fonctionnement du programme.

« Red to Black » permet à Texas Tech d'apporter de riches éléments d'apprentissage par l'expérience et de mentorat au curriculum de planification financière. Les étudiants doivent être en troisième année pour travailler au programme. Ils font une demande de participation bénévole et sont soumis à un processus d'entrevue comme s'ils faisaient une demande d'emploi. Le tout commence par un programme de formation intensive, suivie d'une formation obligatoire. Les étudiants reçoivent des crédits supplémentaires d'éducation permanente à la fin du programme.

« Red and Black » souligne la valeur du travail bénévole pour les étudiants. Ceux-ci ont l'occasion d'utiliser les connaissances acquises en salle de classe dans un cadre professionnel et de développer leurs aptitudes au leadership, à la communication et au counseling. Les heures de travail qu'ils accumulent dans le cadre du programme « Red and Black » peuvent être comptabilisées à titre d'expérience pour la qualification professionnelle.

Le programme connaît un succès retentissant. Les parents ont cité « Red to Black » comme étant un facteur déterminant dans la décision d'envoyer leur enfant à Texas Tech. Des demandes de renseignements sur la mise en place du programme ont été reçues de 63 établissements. Le programme a suscité des dons d'anciens étudiants et de la collectivité et entraîné la publication d'un livre. Celui-ci, intitulé *Developing a university-based financial education program*, a été écrit par la directrice du programme, Madame Dorothy Bagwell Durband, et sera publié prochainement aux éditions Springer Press.

Vous pouvez créer un programme similaire. Pour cela, vous devrez prendre des décisions :

- Quel sera le port d'attache du programme – universitaire ou administratif?
- Quel sera le public cible?
- Quels services seront offerts?
- Comment le programme sera-t-il financé?
- Comment rejoindre les élèves et leur famille?
- Comment évaluer les résultats pour que votre programme reste pertinent?

Le projet d'animation d'ateliers de littératie financière

Lisa Chambers, projet d'animation d'ateliers de littératie financière, Université de Toronto

Le projet d'animation d'ateliers de littératie financière en est à sa deuxième année d'existence à l'Université de Toronto. United Way Toronto (UWT) et le Centre for Community Partnerships (CCP) se sont associés au Groupe Banque TD pour offrir des ateliers de littératie financière dans divers organismes communautaires de Toronto. L'élaboration du projet d'animation d'ateliers de littératie financière est lié à la stratégie de littératie financière d'UWT, qui vise à aider les personnes à faible revenu à prendre des décisions financières judicieuses tout en leur donnant accès aux services bancaires et en leur proposant une façon de réduire leurs dettes et d'épargner. Son objectif est de fournir des ressources utiles aux personnes et aux familles afin qu'elles parviennent avec succès à la stabilité financière.

Dix étudiants de l'Université de Toronto qui ont animé des ateliers de littératie financière sont jumelés à des professionnels du Groupe Banque TD et formés pour animer conjointement des ateliers qui visent à élargir l'accès aux services et de littératie financière et aux soutiens offerts aux personnes à faible revenu à Toronto. Pour les étudiants, ce programme est à la fois une occasion de mentorat qui leur permet de nouer des relations avec des professionnels du secteur des services financiers et l'occasion de travailler dans la collectivité.

Les animatrices et les animateurs sont recrutés par l'entremise du système Listserv^{MD} du CCP et parmi les cadres de l'association étudiante de l'école de commerce Rotman. Les étudiantes et les étudiants présentent une demande qui précise leur domaine d'études, leur connaissance d'une deuxième langue et leur objectif de carrière idéale et y joignent une déclaration personnelle ainsi que leur curriculum vitae. Ils s'engagent d'autre part à animer un programme d'orientation et de formation comportant six ateliers. La plupart des étudiants qui ont fait une demande la première année étaient rattachés à l'école de commerce Rotman. Quelques-uns faisaient une majeure en sciences politiques. Les étudiants sont soumis au même genre d'entrevue que s'ils postulaient un emploi.

L'orientation a été structurée de façon à créer une équipe et à développer la confiance et l'expertise. Les étudiants ont eu un aperçu de l'initiative de littératie financière d'UWT et rencontré des participants de la Banque TD et des coordonnateurs d'UWT. Les attentes des centres communautaires et celles qui concernent le temps des banquiers ont été clairement définies. La réflexion a été reconnue comme une valeur importante et des réunions régulières ont été prévues le vendredi après-midi. Un représentant d'UWT a animé des ateliers de formation portant notamment sur la sensibilité à la diversité culturelle et à la pauvreté, les techniques de présentation et un aperçu du curriculum avec une attention particulière à la coanimation.

Le jumelage aux fins de mentorat a été fait en fonction des renseignements fournis dans la demande au sujet de la carrière idéale, de ce que l'étudiant recherchait chez un mentor et de l'information obtenue lors des entrevues. Les attentes également ont été examinées. Certains étudiants voulaient rencontrer leur mentor entre les ateliers ou avant chacun d'eux. Les résultats ont été évalués. Au terme de la première année du programme, chacun a souhaité y participer une seconde fois. Un grand nombre d'étudiants ont affirmé qu'ils n'avaient pas le temps de se réunir toutes les semaines.

Les participants ont coanimé trois ateliers :

- Les services bancaires de base – comprendre leurs fondements
- Établir un budget 101 – comment bien gérer votre argent
- Le crédit et vous : apprendre ce qu’est le crédit et comment en faire bon usage

Des groupes de jeunes, des mères seules, des nouveaux arrivants et des participants au programme Passeport pour ma réussite ont assisté à de nombreux ateliers. L’une des importantes leçons tirées de l’évaluation a été le besoin d’utiliser différentes méthodes pour offrir les ateliers à différents publics. On a également constaté que les ateliers de littératie financière étaient mieux accueillis quand ils étaient coanimés par des étudiants que lorsqu’ils étaient offerts seulement par un banquier. Certains animateurs étaient issus de quartiers prioritaires. Les étudiants qui ne voyaient pas les études postsecondaires comme une option ont affirmé qu’ils y songeraient après avoir établi un lien avec un étudiant ayant animé un atelier.

Le réseau d’animatrices et d’animateurs se réunit une fois par mois. Le programme comprend une réflexion dirigée, une évaluation continue, une discussion des difficultés et des réussites, ainsi que des stratégies mises en commun. À la fin, six questions qualitatives ont été posées aux participants. Au nombre des leçons apprises, disons que :

- chez les étudiants, la connaissance d’une deuxième langue était un atout;
- un bagage dans le domaine des finances est utile;
- les étudiants établissent des liens avec leurs programmes d’études mais aussi avec les problématiques sociales en général;
- la signature de la déclaration de responsabilité est nécessaire;
- 100 pour cent des bénévoles de la Banque TD et des animateurs ont recommandé que le programme soit reconduit;
- la présence d’étudiants au sein de l’équipe de coordination et de planification est un atout.

Voici quelques changements apportés au programme de 2011-2012 :

- limiter la participation à l’animation d’ateliers aux étudiants de l’école de commerce Rotman;
- interviewer les partenaires communautaires avant la présentation pour déterminer les besoins linguistiques et adapter la présentation à l’auditoire;
- faire des recherches parmi les organismes communautaires et les groupes de participants;
- créer des modèles de présentation pour différents publics;

- développer des stratégies d'évaluation plus vigoureuses.

Interventions novatrices pour l'amélioration de la littératie financière

Kristan Venegas, Center for Higher Education Policy Analysis, Rossier School of Education, University of Southern California

Le Center for Higher Education Policy Analysis (CHEPA) examine les questions qui concernent l'accès au collège, l'aide financière et les besoins de groupes démographiques particuliers tels que les étudiants sans papiers, les étudiants qui n'ont pas de preuves de citoyenneté, les droits de scolarité pour les étudiants de l'État et ceux de l'étranger, les jeunes en famille d'accueil et les jeunes sans abri, les étudiants dont le père, la mère ou les deux parents sont incarcérés, les étudiants à faible revenu et les étudiants de couleur.

Neuf chercheurs mènent des recherches sur l'aide financière, créant des partenariats dans les écoles secondaires du secteur centre-sud de Los Angeles qui desservent les populations à faible revenu d'origine afro-américaine, latine, asiatique et autre. Les écoles ne sont généralement pas bien dotées en personnel. Aux États-Unis, le ratio de conseillers en orientation dans les écoles secondaires est d'un conseiller pour 800 élèves.

Le milieu de l'aide financière aux étudiants est complexe et foisonne de formulaires rédigés en anglais seulement. Le CHEPA offre un certain nombre de programmes préparatoires au collège et de sensibilisation aux études collégiales.

Le programme SummerTIME a évolué au fil du temps. La première année, 23 élèves ont rédigé des déclarations personnelles sur la vie au collège. En cette huitième année, 120 élèves participent à un programme intensif qui propose un encadrement individuel aux élèves des écoles intermédiaires et secondaires. Des bénévoles aident les élèves à remplir les formulaires, les guident dans le processus d'admission et les aident à prendre des décisions en examinant les résultats ainsi que les coûts par rapport aux avantages.

Les élèves peuvent recevoir quatre offres d'admission, chacune comportant ses propres modalités de financement et ses conditions d'admissibilité. Les bénévoles expliquent chacune des différentes composantes de l'offre – l'alternance travail-études, et les prêts du secteur privé, du gouvernement fédéral et de leur État respectif. La formation est une question importante pour ce programme compte tenu des nombreux changements apportés aux programmes d'aide financière. L'échelonnabilité est également une question cruciale.

Aujourd'hui, 18 millions d'adolescents ont un téléphone cellulaire. En ce qui concerne l'ordinateur, les trois activités les plus populaires chez les jeunes de 8 à 18 ans sont le réseautage social, les jeux informatisés et le visionnement de vidéos en ligne.

Quatre-vingt-treize pour cent des jeunes de 12 à 17 ans utilisent Internet et 73 pour cent utilisent les sites de réseautage social. Facebook compte 500 millions d'utilisateurs actifs et, en ce moment, une personne sur 13 dans le monde est branchée sur Facebook.

Aux États-Unis, il y a 16 millions d'élèves de niveau secondaire et 27 000 écoles secondaires dans lesquelles sont répartis 11 000 conseillers.

Le CHEPA a conçu le jeu de cartes Application Crunch, qui se joue à trois ou quatre. Chaque joueur assume le rôle d'un élève d'école secondaire qui fait une demande d'admission au collège. Chacun reçoit une carte biographique qui lui donne une vie fictive. Le jeu comporte également des cartes scolaires, des cartes extrapédagogiques et des cartes familiales qui donnent une indication de ce que pourrait être votre vie.

Ce jeu a été conçu au laboratoire de jeux innovateurs de l'USC (University of Southern California) grâce à des sources de financement externes. Application Crunch fait partie de la collection de jeux Collegeology. Une version Facebook d'Application Crunch sera diffusée en 2012. Toute personne possédant un compte Facebook pourra y jouer : autant les parents et les conseillers que les élèves des écoles intermédiaires.

La collection de jeux Collegeology se veut divertissante, inspirante et éducative afin d'accroître le nombre de jeunes issus de familles à faible revenu qui se préparent au collège, y demandent l'admission et réussissent leurs études collégiales.

Q/R :

Quel type d'évaluation de programmes a eu du succès et lequel n'en a pas eu?

Kristan : Vous devenez plus systématique avec le temps. Vous pouvez commencer par des preuves empiriques. Nous avons conçu une méthode d'évaluation des programmes qui est déployée à bâtons rompus au CHEPA et ailleurs. Nous avons employé certaines ressources du site Web national sur l'accès au collège, qui propose neuf éléments différents que vous pouvez utiliser pour évaluer des programmes.

Pouvez-vous parler du rôle du gouvernement? Au Canada, souvent, les étudiants étrangers reçoivent de l'information erronée sur les visas d'étudiant et les permis de travail. Comment pouvez-vous aider à fournir de l'information par l'entremise du gouvernement?

Kristan : Une formation intensive est cruciale au départ. Il y a eu des changements majeurs aux États-Unis, notamment en ce qui concerne les étudiants diplômés. Demandez à un représentant du gouvernement de venir former des bénévoles. Il est très important d'obtenir les bons renseignements. L'USC est un établissement privé, ce qui nous donne une bien plus grande marge de manœuvre en matière de défense des droits. Parler d'étudiants sans papiers est plus sûr ici qu'à l'UCLA. Nous travaillons avec le gouvernement pour aider à comprendre les programmes d'intervention directe et nous tentons par tous les moyens d'influencer les politiques par l'entremise de la California Student Aid Commission. En tant qu'établissement privé, nous avons la souplesse nécessaire pour diriger cette conversation.

Qu'est-ce que chacun de vous imagine pour l'avenir?

Sandra : Je ne suis pas sûre de ce que nous réservent les 10 prochaines années. Texas Tech est l'établissement par excellence en matière de littératie financière aux États-Unis. À l'heure qu'il est,

1 000 élèves suivent un cours de littératie financière et j'aimerais que ce cours devienne obligatoire pour l'ensemble des 32 000 élèves. Nous sommes capables de faire bien plus en classe grâce au programme « Red to Black ». Si ce cours devient obligatoire, ceci aura d'importantes conséquences pour « Red to Black ». Il devra être élargi.

Lisa : À l'Université de Toronto, nous n'avons pas encore travaillé avec la population étudiante. Les programmes de l'année de transition et de première génération aimeraient que nous présentions le programme d'animation d'ateliers de littératie financière. Ainsi que l'a clairement affirmé un comité de jeunes participant au programme Passeport pour ma réussite, « vous pouvez proposer autant de programmes formidables que vous voulez, mais je ne viendrai pas si vous ressemblez à ma mère ou à mon prof ». Nous devons ajouter à nos programmes des composantes adaptées aux jeunes et impliquer la faculté de commerce.

Kristan : Au CHEPA, nous nous concentrons sur le jeu. Nous devons comprendre comment interpréter et analyser nos résultats. Notre évaluation de l'utilisation du jeu ne se limite pas au nombre de clics. Nous voulons savoir, deux ans plus tard, ce que le jeu signifiait pour vous. Le risque est grand : nous essayons d'assurer l'échelonnabilité tout en conservant la qualité et l'orientation.

Séance 5 | Que faisons-nous maintenant?

Que faisons-nous maintenant?

Andrew Potter, *Ottawa Citizen*

Qu'est-ce que l'opération contre les insurgés en Afghanistan nous apprend sur l'éducation des jeunes issus de familles à faible revenu? Pendant les premières années de la guerre en Afghanistan, l'objectif était de tuer les méchants. Mais voilà qu'en 2008-2009, le général Stanley McCrystal change de stratégie et décide de protéger la population parce que le pays est aux mains des insurgés – le gouvernement provisoire est ciblé. Les talibans s'élèvent contre lui. Les insurgés déstabilisent le gouvernement et terrorisent la population, mais ils fournissent aussi des services. Donc l'idée est de protéger la population et de développer la crédibilité et la capacité du gouvernement en construisant des tribunaux, des écoles, etc. Il faut longtemps et beaucoup de ressources, beaucoup d'effectifs sur le terrain pour qu'une mesure anti-insurrectionnelle réussisse. Obama a approuvé l'envoi de nouvelles troupes et affirmé que son calendrier était accéléré. On a donc créé un « gouvernement en attente » pour aider à chasser les insurgés et instaurer rapidement une structure gouvernementale et des programmes, donnant ainsi au gouvernement une légitimité immédiate. Cette stratégie n'a pas réussi, principalement parce que l'insurrection est bien plus tenace que tous l'avaient cru, que les insurgés ont le soutien de nombreuses personnes qui s'identifient au succès des talibans et que l'Occident ne réussit pas très bien à construire une nation.

Mais ce genre de stratégie peut donner des résultats – cela coûte cher, cela demande beaucoup de ressources et, pour toutes ces raisons, la stratégie est difficile à maintenir.

Nous voyons un peu la même situation à Harlem, où les drogues, la violence, les familles désunies et d'autres problématiques rongent la culture. La Harlem Children's Zone a été mise en place il y a quelques années pour éliminer les pièges auxquels se prennent les jeunes personnes défavorisées et à

faible revenu et dont il leur est très difficile de se dégager. Ces jeunes sont très peu nombreux à suivre des études postsecondaires et à les terminer avec succès. C'est une sorte de rébellion urbaine qui, comme celle évoquée à l'instant, est tenace et insidieuse; c'est un combat dans le cœur et l'esprit des jeunes, avec cette même dimension identitaire. Lorsqu'on leur faisait comprendre qu'ils pourraient éventuellement réussir et aller à l'université, les jeunes demandaient ceci : « Pourquoi voudriez-vous faire cela? »

Ces problèmes sont donc très similaires. La Harlem Children's Zone a voulu fournir un soutien continu en donnant artificiellement ce que les jeunes de la classe moyenne ont d'office – des parents généreux, un soutien, de quoi manger, etc. Il y avait là une forme de lutte contre l'esprit de rébellion. Les résultats ont été partagés. Comme dans la lutte contre les insurgés en Afghanistan, on peut obtenir des résultats mais à grand renfort de ressources financières et d'efforts et, puisque les soutiens sont artificiels, on continue à se poser la même question : « Est-ce viable? »

La bonne nouvelle, c'est qu'avec des efforts personnalisés ciblés, vous pouvez obtenir des résultats mesurables. Les quartiers marginalisés sont entourés de ceux qui veulent les améliorer, contrairement à l'Afghanistan, entouré de pays qui le supportent malgré eux. Cela coûte cher, il faut beaucoup de ressources et on ne sait pas très bien si c'est viable.

Réflexion d'un observateur

Mike D'Abramo, Nouvelles trouvailles

Les élèves s'attendent à ce que les études postsecondaires soient comme un service qu'ils achètent et ils les abordent comme ils font leurs achats en général. Il y a eu 12 générations d'iPod en neuf ans et chacune a été plus performante et meilleur marché que la précédente. Les élèves s'attendent à ce que tout soit toujours plus facile et moins cher, mais on perçoit le contraire en ce qui concerne les études postsecondaires, c'est-à-dire que la valeur diminue alors que le coût augmente, ce qui crée une énorme difficulté.

Si l'on considère la publicité faite par les collèges et les universités, nous ne vendons pas vraiment l'éducation, nous vendons des possibilités d'emploi. Nous avons réduit la démarche à sa plus simple expression : « cocher une case » sur le formulaire de demande d'emploi.

Puis il y a l'inflation de l'instruction. Les taux de participation augmentent au fur et à mesure que chacun suit des études postsecondaires. Quand le marché est saturé, quelle est la valeur réelle d'un diplôme, d'un grade ou des études universitaires? Les études postsecondaires apparaissent davantage comme un produit de consommation. Les étudiants savent qu'ils auront des emplois différents, alors pourquoi obtenir un grade ou un diplôme qu'ils n'utiliseront peut-être pas?

On demande à des jeunes de 17 ans de faire un choix de carrière définitif et de savoir quel prix ils devraient payer. En même temps, les jeunes terminent leurs études, se marient, quittent la maison familiale, tout cela plus tard que les générations précédentes. Dans ce cas, pourquoi ne pas suivre des études plus tard?

Les écoles essaient de créer un point de distinction, s'arrachant le potentiel intellectuel de chaque élève avant même que le moment soit venu pour ceux-ci de se demander comment ils vont faire pour payer

tout cela. Cela aussi crée un nouvel ensemble d'attentes – nous faisons des promesses que nous ne pouvons pas tenir. Nous devons trouver une façon de travailler ensemble pour transmettre un message commun et intégré sur les études postsecondaires. Pour le moment, les messages sont tactiques et mal compris; les jeunes sont mis au défi de les comprendre. Nous pouvons surmonter cet obstacle si nous simplifions les processus et les messages, si nous offrons un guichet unique et un accès en ligne. Réagissez à la façon dont le public voit les choses. Dites simplement « Si vous voulez aller à l'école, vous pouvez. Il y a de nombreuses façons de payer vos études. »

Bref, comment amener les parents et les jeunes à augmenter leurs connaissances et leurs actions en vue d'une meilleure planification financière pour les études postsecondaires?

1. Utilisez diverses tactiques ciblant différents publics. Il n'y a pas de panacée.
2. Préparez les clients à ce long parcours. C'est un problème structural qui implique de nombreux acteurs que l'on ne peut contrôler.
3. Les messages doivent être cohérents et renforcés dans tous les médias. Le meilleur scénario est une source unique d'information bien gérée et bénéficiant d'une bonne publicité. Pour comprendre les options de financement, il devrait suffire de visiter un seul rayon.

Q/R :

Cette conférence a été très utile en fournissant une vue d'ensemble. La question du coût et de la valeur obtenue ne devrait pas être écartée. C'est sous cet angle que les gens considèrent l'éducation. Il y a des avantages mais tout n'est pas si simple.

Mike : Certaines personnes ont des dettes excessives qu'elles n'ont pas les moyens d'éliminer. Il est important de regarder les choses du point de vue d'une personne de 20 ans. La question du rendement du capital investi dépend du programme et du diplôme. Ce n'est pas la même chose pour tous les diplômes.

La conversation reste superficielle quand nous essayons de faire des équations entre le diplôme universitaire et le revenu. La raison pour laquelle il est si difficile de parler de rendement du capital investi est que nous n'avons aucun intérêt pour les rendements qui n'ont pas d'implications économiques, par exemple la diminution de la violence et les habitudes des électeurs. Je trouve troublante l'analogie faite entre la lutte contre les insurgés et la littératie financière. Comment les problèmes raciaux et colonialistes qui ont mené aux problèmes en Afghanistan et à Harlem cadrent-ils dans la discussion sur le manque d'information sur la littératie financière?

Mike : Nous avons du pain sur la planche. Tout l'argent du monde ne résoudra pas le problème. La théorie du levier nous porterait à croire qu'en adoptant une approche ferme, nous allons tout arranger. Les solutions rapides – par exemple, ranger votre carte de crédit au congélateur pour éviter de vous en servir – sont un coup d'épée dans l'eau; notre meilleur levier est notre culture. Pourquoi les jeunes issus de familles à faible revenu prennent-ils des décisions différentes de celles que prennent les jeunes issus de familles à revenu moyen? C'est une question de culture.

Andrew : Mon diplôme universitaire m'a appris comment réfléchir, comment interagir dans la vie. Ne réduisez pas le problème à une question d'argent. Je pense que c'est une question de situation



PEUR DES FINANCES

Littéracie financière
et planification
des études
postsecondaires

économique plus enviable et que, simplement, il vaut mieux avoir une éducation. Nous n'arrivons pas très bien à faire passer ce message, particulièrement à ceux qui ont moins de chances de poursuivre leurs études.

Nous devons défier l'idée que les élèves perçoivent le diplôme universitaire comme un produit de consommation. On dit aux élèves qu'ils devraient considérer le grade universitaire de cette façon et les établissements d'enseignement leur vendent aussi cette idée. On raconte aux élèves qu'il leur faut un grade universitaire pour trouver un emploi.

Mike : Le fait est que nous comparons l'école à un produit de consommation, une passerelle. Il vous faut ceci pour obtenir cela. C'est dans cette ambiance que nous travaillons. Nous devons redoubler d'efforts pour communiquer les avantages de l'éducation. Il faudra du temps.

